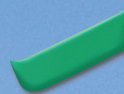


ACTUALISATION DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE 2009

Éléments financiers au 30 juin 2010



Actualisation du document de référence 2009

Éléments financiers au 30 juin 2010



AUTORITÉ
DES MARCHÉS FINANCIERS

Le présent document a été déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) le 31 août 2010, conformément à l'article 212-13 de son Règlement général. Il actualise le document de référence déposé auprès de l'AMF le 23 mars 2010 sous le numéro D.10-0142. Il pourra être utilisé à l'appui d'une opération financière s'il est complété par une note d'opération visée par l'AMF.

Sommaire

Rapport d'activité au 1 ^{er} semestre 2010	5
Activité et résultats de Crédit Agricole CIB	7
Gestion des risques	15
Perspectives second semestre 2010	30
Comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2010	31
Cadre général	32
Etats financiers consolidés	33
Notes annexes aux états financiers	40
Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle	68
Informations complémentaires	69
Informations générales	71
Personne responsable du document de référence et du contrôle des comptes	72
Table de concordance	75



Rapport d'activité au 1^{er} semestre 2010

Activité et résultats de Crédit Agricole CIB	7
Environnement économique et financier.....	7
Résultats consolidés.....	8
Résultat par pôle d'activité	9
Structure financière.....	13
Gestion des risques.....	15
Risques de crédit.....	15
Risques de marché.....	17
Risques particuliers format Forum de Stabilité Financière.....	20
Gestion des risques financiers structurels	25
Risques opérationnels	28
Risques juridiques	29
Risques de non-conformité.....	29
Perspectives second semestre 2010	30

ACTIVITÉ ET RÉSULTATS DE CRÉDIT AGRICOLE CIB

Environnement économique et financier

Au cours du premier semestre 2010, l'actualité a été dominée par la crise des dettes souveraines en Europe, laquelle a pris sa source en Grèce avant de se propager aux pays les plus endettés de la zone euro (Espagne, Irlande et Portugal). Cet accès d'inquiétude s'est traduit par une explosion des primes de risque sur les obligations des Etats jugés à risque et par des achats refuge sur les meilleures signatures souveraines (le Bund allemand a ainsi reflué sous les 2,6% à mi-année). Les préoccupations se sont également progressivement déplacées vers les banques européennes qui portent ce risque souverain. L'Euro a été fortement pénalisé et a perdu plus de 15 % de sa valeur contre le dollar en six mois pour atteindre un point bas à 1,1923 début juin.

Après des semaines d'atermoiements, les leaders européens ont finalement décidé début mai de créer un fond de stabilisation totalisant 500 milliards d'euros. Ce dernier comporte une ligne de financement de 60 milliards d'euros à utiliser par les Etats membres de la zone euro en difficulté et également assortie d'une forte conditionnalité dans le cadre d'un programme FMI. S'y adjoint la création d'une structure de financement ad hoc de 440 milliards d'euros (de type *Special Purpose Vehicle*) garantie à proportion par les Etats membres de la zone euro et devant expirer au bout de trois ans. Le FMI complète ce dispositif en apportant une contribution financière de l'ordre de 250 milliards d'euros, ce qui porte le montant global de l'enveloppe à 750 milliards d'euros. La Grèce jouit d'un statut particulier avec un programme d'aide d'urgence qui lui est dédié d'un montant de 110 milliards d'euros, lequel couvre peu ou prou les besoins de financement de l'Etat grec jusqu'en 2012. Le pays exclu du marché de la dette à long terme a reçu une première tranche de 20 milliards d'euros en mai. En échange de ces prêts, le gouvernement s'est engagé à mener un plan d'austérité budgétaire d'une sévérité inédite afin de ramener son déficit à 3 % en 2014 (contre 13,7 % en 2009).

La BCE participe à l'effort conjoint et s'est engagée à acquérir des titres de dettes publiques et privées afin d'apporter de la liquidité et du financement sur les marchés endommagés par la crise. Le conseil des gouverneurs a également décidé de réactiver ses mesures non standards en menant jusqu'à fin juin des opérations de refinancement à 3 et 6 mois illimitées et à taux fixe. Les accords de swaps entre banques centrales, mis en place au plus fort de la crise financière, afin de fournir de la liquidité en USD ont été également rétablis. Afin de ne pas menacer la stabilité des prix en zone euro, la BCE stérilise ses interventions pour limiter les effets potentiellement inflationnistes de cette monétisation indirecte des déficits publics. Pour ce faire, elle utilise une facilité de dépôt à terme afin de drainer la liquidité. Bien que la BCE se refuse à communiquer sur la répartition géographique de ces achats, les 55 milliards acquis à fin juin concernent les marchés des dettes souveraines ayant le plus souffert de la crise avec pour objectif de dégonfler les primes de risque et permettre une meilleure transmission de la politique monétaire dans ces pays.

Ce programme de stabilisation est dûment calibré pour faire face aux problèmes de refinancement des Etats au moins pour les deux prochaines années, ce qui a permis de ramener un calme relatif sur les marchés. Il est question d'acheter du temps afin de permettre aux gouvernements de fournir les efforts budgétaires suffisants pour remettre les dettes publiques sur des trajectoires soutenables sans être sous le joug des marchés. Cet accès d'inquiétude sur les marchés n'a pas fait dérailler la reprise économique avec des chiffres de croissance qui sont restés, somme toute, honorables (3 % aux Etats-Unis et 2,4 % en Europe en moyenne sur le semestre).

Résultats consolidés

Compte de résultat consolidé synthétique

en millions d'euros	S1-10	S1-10 Activités pérennes	S1-09	S1-09 Activités pérennes	Variation S1-10/ S1-09 ⁽¹⁾
Produit net bancaire	2 923	3 226	2 162	3 124	3%
Charges d'exploitation	(1 867)	(1 815)	(1 709)	(1 649)	10%
Résultat brut d'exploitation	1 056	1 411	453	1 475	-4%
Coût du risque	(405)	(189)	(862)	(552)	-66%
Quote-part de résultat des entreprises mises en équivalence	73	73	70	70	4%
Gains ou pertes nets sur autres actifs	1	1	15	15	-93%
Résultat avant impôt	725	1 296	(324)	1 008	29%
Impôt sur les bénéfices	(196)	(377)	158	(272)	39%
Résultat net	529	919	(166)	736	25%
Intérêts minoritaires	21	21	21	21	0%
Résultat net part du groupe	508	898	(187)	715	26%
Résultat net part du groupe retraité ⁽²⁾	460	850	68	970	-12%

(1) Activités pérennes

(2) Retraité de la réévaluation de la dette et des couvertures de prêts

Dans un contexte de forte volatilité et d'incertitudes des investisseurs notamment liées aux actifs souverains européens, Crédit Agricole Corporate and Investment Bank a enregistré, sur le premier semestre 2010, des performances en progression et en ligne avec les principaux objectifs opérationnels déclinés lors de la mise en place du plan de recentrage à l'automne 2008.

Le produit net bancaire des activités pérennes s'établit à 3 226 millions d'euros, en progression de 3% par rapport à l'année précédente.

Cette progression est marquée par des activités de financement particulièrement soutenues malgré la décélération de la contribution des activités de Fixed Income.

La gestion active des portefeuilles en extinction a permis de limiter considérablement les pertes. Le résultat net 2010 des activités

en extinction s'élève à -390 millions d'euros contre -902 millions d'euros à fin juin 2009.

Le coefficient d'exploitation des activités pérennes s'établit à 56,3% fin juin 2010, en phase avec les objectifs du plan de recentrage.

Le coût du risque des activités pérennes est en forte diminution sans apparition de nouveaux dossiers significatifs.

Les résultats de la Banque Saudi Fransi, mise en équivalence, sont en légère progression par rapport à l'année dernière.

Après charge d'impôt, le résultat net part du groupe des activités pérennes s'élève à 898 millions d'euros contre 715 millions d'euros en 2009, soit une progression de +26%.

Résultat par pôle d'activité

Banque de financement

en millions d'euros	S1-10	S1-09	Variation S1-10 / S1-09
Produit net bancaire	1 287	874	47%
Charges d'exploitation	(412)	(384)	7%
Résultat brut d'exploitation	875	490	79%
Coût du risque	(157)	(492)	-68%
Quote-part de résultat des entreprises mises en équivalence	72	70	3%
Gains ou pertes nets sur autres actifs	1	3	-67%
Résultat avant impôt	791	71	x 11,1
Impôt sur les bénéfices	(221)	(8)	x 27,6
Résultat net	570	63	x 9,0
Intérêts minoritaires	14	15	-7%
Résultat net part du groupe	556	48	x 11,6
Résultat net part du groupe retraité ⁽¹⁾	544	217	x 2,5

(1) Retraité des couvertures de prêts

La Banque de financement enregistre les effets de la revalorisation des dérivés de couverture du portefeuille de crédits. En 2009, le resserrement des spreads de crédit avait entraîné un impact négatif de 420 millions d'euros. En 2010, une gestion particulièrement active de ces couvertures a permis d'en réduire la volatilité ramenée à des niveaux devenus non significatifs depuis plusieurs trimestres.

Retraité du résultat des dérivés de couverture de prêts, les revenus de la Banque de Financement augmentent de 12% en 2010, cette hausse, bien que généralisée à l'ensemble des métiers, provient principalement des activités de financements structurés.

Le leadership en termes de financements structurés se confirme et constitue un socle de revenus récurrent (+28% par rapport à 2009), particulièrement sur les financements de projets (pétrole et infrastructure). Le Groupe se place en première position aux Etats-Unis et sur la zone EMEA (Source Thomson Financial).

Les revenus de la Banque Commerciale se maintiennent au niveau du premier semestre 2009, dans un contexte tarifaire très concurrentiel. Les activités de syndication de Crédit Agricole Corporate and Investment Bank progressent de manière significative au niveau mondial hors US, en Europe, France et Amérique latine notamment (Source Thomson Financial).

Le coût du risque 2010, en forte diminution par rapport à 2009, enregistre d'une part des dépréciations sur quelques dossiers spécifiques, et d'autre part, une reprise des provisions collectives dont le stock s'élève à 1 546 millions d'euros au 30 juin 2010.

Le résultat net 2010 retraité des couvertures de prêts s'élève à 544 millions d'euros, soit 2,5 fois celui du premier semestre 2009.

Banque de marchés et d'investissement

en millions d'euros	S1-10	S1-09	Variation S1-10/ S1-09
Produit net bancaire	1 671	2 032	-18%
Charges d'exploitation	(1 208)	(1 085)	11%
Résultat brut d'exploitation	463	947	-51%
Coût du risque	(28)	(55)	-49%
Quote-part de résultat des entreprises mises en équivalence	1	0	ns
Résultat avant impôt	436	892	-51%
Impôt sur les bénéfices	(137)	(255)	-46%
Résultat net	299	637	-53%
Intérêts minoritaires	3	3	0%
Résultat net part du groupe	296	634	-53%
Résultat net part du groupe retraité ⁽¹⁾	260	721	-64%

(1) Retraité de la réévaluation de la dette

Dans un contexte de marché caractérisé par la fébrilité de nombreux investisseurs et des tensions sur la liquidité, les revenus du pôle Fixed Income sont en diminution de 39% par rapport à un premier semestre 2009 exceptionnel :

- La contribution des dérivés de taux et des activités obligataires décroît en 2010. Cette baisse est principalement imputable au contexte de volatilité sur les marchés et notamment aux incertitudes liées aux souverains européens.
- Néanmoins, les revenus commerciaux conservent des niveaux quasi comparables à ceux du 1^{er} semestre 2009.
- Les activités de change profitent quant à elles de la forte volatilité des marchés sur le semestre.

Les revenus du pôle Actions sont stables par rapport à 2009.

Les activités de courtage connaissent une reprise relativement sensible, particulièrement chez Newedge et CLSA qui bénéficient du dynamisme des marchés asiatiques.

De plus, Crédit Agricole Corporate and Investment Bank est entré en négociations exclusives avec CITICS Securities (banque d'investissement chinoise de premier rang) afin de conjuguer leurs forces dans le domaine du courtage global actions et de la banque d'investissement, jetant ainsi les bases d'une plateforme Equity pan-asiatique de premier plan.

Le coût du risque reste à un niveau faible et diminue de 49 % par rapport au 1^{er} semestre 2009.

Après prise en compte de la charge d'impôt, le résultat net part du groupe retraité de la réévaluation de la dette s'établit à 260 millions d'euros.

- La VaR des activités pérennes reste toujours nettement en-dessous de sa limite de 35 millions d'euros.
- Un seul jour de perte au-delà de la VaR dans un premier semestre 2010 particulièrement mouvementé.

Activités en extinction

en millions d'euros	S1-10	S1-09	Variation S1-10/ S1-09
Produit net bancaire	(303)	(962)	-69%
Charges d'exploitation	(52)	(60)	-13%
Résultat brut d'exploitation	(355)	(1 022)	-65%
Coût du risque	(216)	(310)	-30%
Résultat avant impôt	(571)	(1 332)	-57%
Impôt sur les bénéfices	181	430	-58%
Résultat net part du groupe	(390)	(902)	-57%

La gestion active du portefeuille a permis de diminuer de manière significative les pertes des activités en extinction en 2010.

Les dérivés exotiques actions, dont l'exposition en risques a été réduite tout au long de l'année, ont enregistré des revenus positifs de 28 millions d'euros contre une perte de 72 millions d'euros en 2009.

La volatilité du portefeuille de corrélation est à présent maîtrisée conformément au plan de stabilisation mis en place dès fin juin 2009. L'écartement des spreads particulièrement sensible à partir du deuxième trimestre 2010 a entraîné une perte mécanique au titre du risque garant (hausse des assiettes porteuses de risque de contrepartie) en produit net bancaire de -101 millions d'euros sur le premier semestre 2010.

Le durcissement de nos hypothèses de recouvrement a induit des dépréciations complémentaires sur les CDO, CLO et ABS de -398 millions d'euros (en PNB et coût du risque) contre -710 millions au premier semestre 2009. Ces chiffres incluent le risque de contrepartie sur les garants monolines et les Credit Derivative Product Company dont les expositions continuent de se réduire.

Après impôts, le résultat net 2010 est de -390 millions d'euros, en amélioration de 57% par rapport à celui du premier semestre 2009.

Banque privée internationale

en millions d'euros	S1-10	S1-09	Variation S1-10/ S1-09
Produit net bancaire	271	244	11%
Charges d'exploitation	(190)	(174)	9%
Résultat brut d'exploitation	81	70	16%
Coût du risque	(4)	(5)	-20%
Résultat avant impôt	77	65	18%
Impôt sur les bénéfices	(14)	(12)	17%
Résultat net	63	53	19%
Intérêts minoritaires	4	3	33%
Résultat net part du groupe	59	50	18%

Les activités de banque privée internationale progressent bien dans un environnement complexe et la collecte est redevenue positive ce semestre. Les encours de fortune s'établissent à 67,4 milliards d'euros au 30 juin 2010.

Le résultat net part du groupe s'élève à 59 millions d'euros soit une hausse de 18% par rapport au premier semestre 2009.

Gestion pour compte propre et divers

en millions d'euros	S1-10	S1-09	Variation S1-10/ S1-09
Produit net bancaire	(3)	(26)	-88%
Charges d'exploitation	(5)	(6)	-17%
Résultat brut d'exploitation	(8)	(32)	-75%
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	12	ns
Résultat avant impôt	(8)	(20)	-60%
Impôt sur les bénéfices	(5)	3	ns
Résultat net	(13)	(17)	-24%
Intérêts minoritaires	0	0	ns
Résultat net part du groupe	(13)	(17)	-24%

Le premier semestre 2009 enregistrait principalement la charge de rémunération de l'avance d'actionnaire faite par Crédit Agricole SA jusqu'à l'augmentation de capital réalisée fin janvier.

Structure financière

Fonds propres

Au 30 juin 2010, les capitaux propres part du groupe de Crédit Agricole CIB s'élèvent à 14,5 milliards d'euros. Leur évolution sur le premier semestre 2010 correspond principalement à

l'augmentation significative du résultat part du Groupe d'un montant de 0,5 milliard d'euros et de l'écart de conversion Groupe pour 0,4 milliard d'euros.

Parties liées

Les principales transactions conclues entre parties liées au 30 juin 2010 sont décrites dans la note annexe n° 2.4 aux comptes

consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2010.

Ratio de solvabilité européen (CRD)

Le tableau ci-après présente le ratio de solvabilité européen CRD et détaille les risques du groupe Crédit Agricole CIB mesurés en équivalents risques de crédit (après pondération

liée à la contrepartie) ainsi que le niveau des fonds propres réglementaires.

en milliards d'euros	30.06.2010	31.12.2009
Risques de crédit	125,4	114,6
Risques de marché	9,5	7,0
Risques opérationnels	13,3	13,3
Total des risques pondérés avant seuil	148,2	134,9
Total des risques retenus après seuil	148,2	134,9
Fonds propres de base [A]	17,6	15,9
Capital et réserves part du Groupe	14,0	13,0
Intérêts minoritaires	0,2	0,2
Fonds propres retenus dans le noyau dur sur accord de la Commission Bancaire	5,4	4,7
Déductions des immobilisations incorporelles	(2,0)	(2,0)
Fonds propres complémentaires [B]	4,1	3,9
Fonds propres surcomplémentaires	0,0	0,0
Déductions des fonds propres de base des fonds propres complémentaires	(3,8)	(4,0)
Déductions des fonds propres de base [C]	(1,9)	(2,0)
Déductions des fonds propres complémentaires [D]	(1,9)	(2,0)
dont, pour les établissements utilisant les approches de notations internes, la différence négative entre la somme des ajustements de valeurs et des dépréciations collectives afférentes aux expositions concernées et les pertes attendues	ns	ns
Déductions des fonds propres des sociétés d'assurance		
Total des fonds propres disponibles	17,9	15,8
Tier 1 [A - C]	15,7	13,9
Tier 2 [B - D]	2,2	1,9
Tier 3	0,0	0,0
Ratio de solvabilité Tier 1	10,6 %	10,3 %
Ratio de solvabilité global	11,7 %	11,7 %
Ratio de solvabilité Tier 1 avant seuil	10,6 %	10,3 %

Au 30 juin 2010, le ratio de solvabilité global en Bâle II du Groupe Crédit Agricole CIB s'établit à 11,7 % dont 10,6 % pour le ratio Tier 1.

Au 31 décembre 2009, le ratio global du Groupe atteignait 11,7 % et le ratio Tier 1 s'inscrivait à 10,3 %.

Evolution des risques pondérés

Les encours pondérés Bâle II s'élèvent à 148,2 milliards d'euros au 30 juin 2010, en hausse de 9,9 % par rapport à l'encours de fin 2009 (134,9 milliards d'euros).

La hausse de 13,3 milliards d'euros du semestre s'analyse comme suit :

- les risques de crédit progressent de 1,4 milliard d'euros en volume sur le semestre, hors effet change ;
- l'effet change sur les risques de crédit est estimé à +9,4 milliards

d'euros sur le semestre (sans impact sur le ratio de solvabilité grâce au maintien au numérateur d'une part dollar identique à celle qui est calculée sur le numérateur) ;

- les risques de marché enregistrent une hausse de 2,5 milliards d'euros principalement du fait d'une modification apportée au modèle de VaR et à la volatilité accrue des marchés consécutive à la crise de la zone euro ;
- le risque opérationnel est inchangé par rapport à fin 2009 (13,3 milliards d'euros).

Evolution des fonds propres prudentiels

Les fonds propres Tier 1 s'élèvent à 15,7 milliards d'euros au 30 juin 2010. Leur variation sur le semestre (+1,8 milliard d'euros) s'explique par plusieurs effets :

- le résultat net au 30 juin 2010 (+0,5 milliard d'euros) ;
- un effet change de + 1,1 milliard d'euros (sans impact sur le ratio) ;
- la réduction des déductions liées à des actifs titrisés (+0,2 milliard d'euros)

L'accroissement de 0,3 milliard d'euros des fonds propres complémentaires (Tier 2) correspond principalement à la réduction des déductions liées à des actifs titrisés.

GESTION DES RISQUES

Les principales catégories de risques auxquelles le groupe Crédit Agricole CIB est exposé sont :

- les risques de crédit ;
- les risques de marché ;
- les risques structurels de gestion du bilan (risques de taux d'intérêt global, risques de change, risques de liquidité) ;
- les risques particuliers présentés selon le format recommandé par le Forum de Stabilité Financière ;

Les informations sur ces catégories de risques font partie intégrante des comptes consolidés intermédiaires résumés de Crédit Agricole CIB au 30 juin 2010 ;

- Les risques opérationnels, les risques juridiques ainsi que les risques de non-conformité.

Les principales évolutions du premier semestre 2010 sont décrites ci-après.

Principales évolutions de l'organisation de la fonction risques

Au premier semestre 2010, a été créé un nouveau secteur «Culture Risques» dont la mission est de diffuser au sein de Crédit

Agricole CIB les éléments essentiels de la politique des risques de la banque et de ses modalités d'application pratiques.

Risques de crédit

Les dispositifs de gestion et de mesure des risques de crédit sont

précisés pages 69 à 76 du document de référence 2009.

Périmètre :

Le périmètre pour les risques de crédit prend en compte les engagements commerciaux, hors portefeuilles titres et dérivés.

A compter de l'arrêté du 30 juin 2010, les contreparties bancaires sont incluses dans le périmètre.

A noter que les opérations avec le groupe Crédit Agricole SA sont exclues de ce périmètre.

Principales évolutions

Ventilation des risques de contrepartie par zone géographique

Au 30 juin 2010, la ventilation par zone géographique des crédits accordés à la clientèle et aux banques par le groupe Crédit

Agricole CIB (314 milliards d'euros; contre 279 milliards d'euros au 31 décembre 2009) se répartit comme suit :

Répartition en %	30.06.2010	31.12.2009
Autres pays d'Europe de l'Ouest	25,7%	29,6%
France	24,8%	23,1%
Amérique du nord	17,8%	19,0%
Asie (Hors Japon)	13,0%	10,4%
Afrique et Moyen-Orient	7,9%	7,9%
Autres pays d'Europe	3,9%	3,9%
Japon	3,4%	3,0%
Amérique Latine	3,3%	2,9%
Autres	0,1%	0,1%

Source : Risques (engagements commerciaux de bilan et de hors bilan de la clientèle et des banques)

La croissance relative de la France provient notamment de la hausse des dépôts de la banque auprès de la Banque de France.

La sensible progression de l'Asie hors Japon résulte des développements commerciaux principalement en Chine et en Inde auprès de la clientèle corporate et banques.

Ventilation des risques de contrepartie par filière économique

Au 30 juin 2010, la ventilation par filière économique des crédits accordés à la clientèle et aux banques par le groupe Crédit

Agricole CIB (314 milliards d'euros ; contre 279 milliards d'euros au 31 décembre 2009) se répartit comme suit :

Répartition en %	30.06.2010	31.12.2009
Banque	19,7%	17,3%
Energie	15,2%	14,7%
Divers	12,0%	11,3%
Maritime	5,9%	5,8%
Aéronautique/Aérospatial	5,2%	5,2%
Immobilier	4,4%	5,0%
Industrie lourde	4,2%	4,4%
Autres activités financières (non bancaires)	4,1%	6,4%
BTP	3,6%	3,7%
Production & Distribution de biens de consommation	3,0%	3,5%
Telecom	3,0%	3,1%
Automobile	2,9%	3,4%
Services non marchands/Secteur public/Collectivité	2,7%	2,5%
Assurance	2,6%	2,4%
Agroalimentaire	2,1%	1,8%
Autres industries	1,9%	2,1%
Autres Transports	1,7%	1,7%
Tourisme/Hôtels/Restauration	1,4%	1,4%
Santé/Pharmacie	1,3%	1,2%
Media/Edition	1,1%	1,1%
Informatique/Technologies	0,9%	0,9%
Bois/Papier/Emballage	0,6%	0,6%
Utilities	0,5%	0,5%

Source : Risques (engagements commerciaux de bilan et de hors bilan de la clientèle et des banques)

L'augmentation des expositions provient pour une majeure partie de l'augmentation des dépôts de la banque auprès des banques centrales au Japon et en France.

- L'énergie est toujours la première filière non financière avec un poids de 15,2 % fin juin 2010. Cette filière est bien diversifiée par segment, catégorie d'acteurs et type de financement dont la plupart sont sécurisés par des actifs.
- La place de la filière maritime découle de l'expertise et de la position de Crédit Agricole CIB dans les financements d'actifs aux armateurs. Le transport maritime a subi un retournement de marché depuis fin 2008, cependant notre portefeuille est relativement protégé par la qualité des structures de financement.
- Les encours aéronautiques comprennent non seulement des financements d'actifs à des compagnies aériennes généralement de premier plan, mais également des financements aux grands constructeurs de ce secteur.
- La qualité de nos engagements sur l'immobilier s'améliore très sensiblement et continue de faire l'objet d'une surveillance toute particulière.

- L'industrie lourde regroupe principalement des grands groupes des secteurs de la sidérurgie, des métaux et de la chimie. Ce sont des groupes mondialisés qui pour certains ont souffert de la baisse de la demande depuis le début de l'année. L'évolution de nos risques sur ce segment a été très favorable sur le semestre écoulé.
- La filière Production et Distribution de biens de consommation concerne essentiellement de grands distributeurs français, implantés mondialement. Leur rating reste de bonne qualité malgré l'univers concurrentiel dans lequel ils agissent.
- Le portefeuille automobile de Crédit Agricole CIB est essentiellement concentré sur les grands constructeurs européens, avec un développement restreint aux USA et sur les équipementiers.

Concentration des dix premiers Groupes (clientèle) :

Les dix premiers Groupes représentent 15 % du total des expositions sur la clientèle au 30 juin 2010.

Perspectives d'évolution pour le second semestre

Crédit Agricole CIB va continuer d'appliquer une politique prudente en matière de prise de risques au cours du second semestre 2010, étant donnés les risques de ralentissement économique liés à la mise en place des plans de rigueur. En effet,

même si certains signes d'amélioration de la conjoncture sont perceptibles, il paraît encore trop tôt pour considérer que ceux-ci constituent les bases d'une reprise réelle et durable.

Risques de marché

Les dispositifs de gestion et la méthodologie de mesure et d'encadrement des risques de marché sont précisés pages 76 à 80 du document de référence 2009.

Le risque de marché représente le risque d'incidences négatives sur le compte de résultat ou sur le bilan, de fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite de la variation des paramètres de marché notamment :

- les taux d'intérêts : le risque de taux correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêt ;
- les taux de change : le risque de change correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution du cours d'une devise ;

- les prix : le risque de prix résulte de la variation de prix et de volatilité des actions et des matières premières, des paniers d'actions ainsi que des indices sur actions. Sont notamment soumis à ce risque les titres à revenu variable, les dérivés actions et les instruments dérivés sur matières premières ;
- les spreads de crédit : le risque de crédit correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution des spreads de crédit des indices ou des émetteurs. Pour les produits plus exotiques de crédit s'ajoute également le risque de variation de juste valeur lié à l'évolution de la corrélation entre les défauts des émetteurs.

Principales évolutions

Objectifs et politique de gestion du risque

▲ Organisation et dispositif de suivi

L'organisation du contrôle des risques de marché n'a pas subi d'évolution significative au cours du premier semestre 2010. Les effectifs du Département des Risques de Marché sont globalement stables. Une part importante des investissements du Département est dédiée aux évolutions réglementaires récentes sur le risque de liquidité (Arrêté du 5 mai 2009 relatif à l'identification, la mesure, la gestion, et le contrôle du risque de liquidité) et les besoins additionnels futurs en fonds propres (Textes 158 et 159 du Comité de Bâle).

▲ Méthodologie et système de mesure

Les méthodologies de mesure des risques n'ont pas subi d'évolution importante au cours du premier semestre.

Les principaux travaux en cours s'inscrivent dans le cadre de nouvelles réglementations. Celles-ci portent sur le risque de liquidité tout d'abord, pour lequel le Département des Risques de Marché participe à la mise en place d'un modèle interne de liquidité. Elles portent également sur les besoins supplémentaires futurs en fonds propres au titre des activités de trading, qui impliquent la mise en place d'une mesure de VaR stressée et l'évolution des méthodes de mesure du risque spécifique de taux.

Exposition (mesure de la Value at Risk)

▲ Mesure de la VaR réglementaire de Crédit Agricole CIB au cours du 1^{er} semestre 2010

en millions d'euros	30/06/2010	Minimum	Maximum	Moyenne S1 2010
Activités de taux	13	9	17	12
Activités sur actions	3	2	4	3
Activités de change	4	1	7	3
Activités de crédit	27	19	35	27
Activités sur matières premières	2	1	3	2
Compensation	-31	-11	-41	-19
Crédit Agricole CIB	32	25	45	32

La VaR s'établit à un niveau moyen de 32 millions d'euros pour le premier semestre 2010, en baisse par rapport à celui de l'ensemble de l'année 2009, qui était de 49 millions d'euros. Le niveau atteint à fin juin 2010 se situe à 32 millions d'euros et confirme une tendance à la stabilisation des niveaux de VaR depuis près d'un an.

L'historique de VaR étant mesuré sur un an glissant, les encours mesurés durant l'année 2010 ont dans l'ensemble bénéficié, par rapport à ceux mesurés au premier semestre 2009, de conditions de marché moins extrêmes. Les conditions observées fin 2008 en particulier ne font plus partie des historiques. Il convient néanmoins de noter un regain de volatilité des marchés au deuxième trimestre, en particulier sur les spreads des émetteurs souverains européens.

La réduction des profils de risque sur l'ensemble des lignes produit a également contribué à réduire les encours en VaR.

Les activités de crédit qui constituaient auparavant un contributeur prépondérant dans la VaR réglementaire voient leur poids relatif se réduire progressivement. A la fin du trimestre, leur niveau se situe à 27 millions d'euros, niveau proche de celui observé pour les activités de taux. La baisse progressive de la VaR sur activités

de crédit traduit notamment les mesures de réduction des risques prises par Crédit Agricole CIB sur les activités de corrélation.

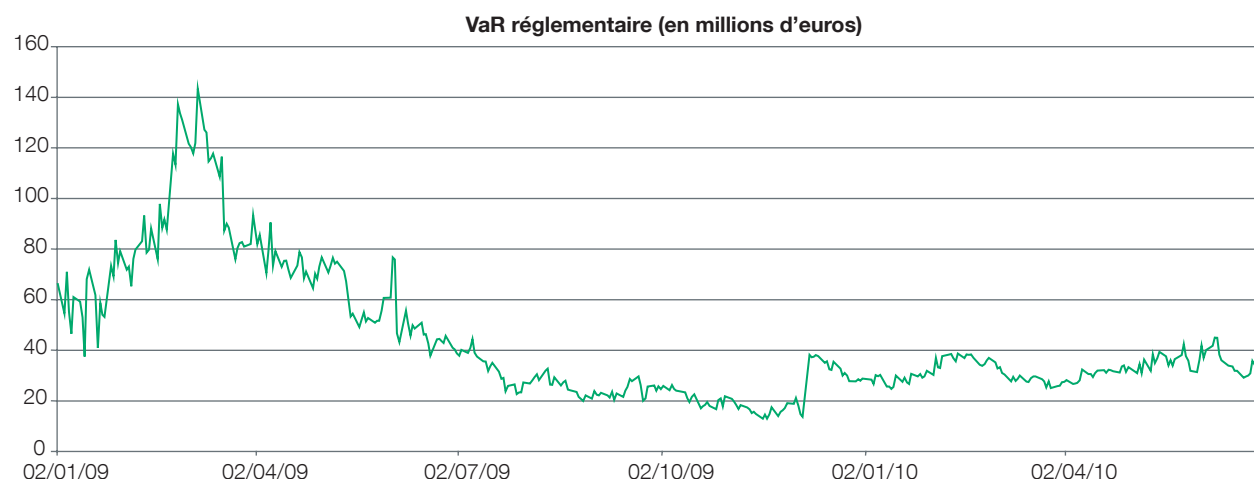
Il faut observer qu'un changement de modèle de valorisation des CDO Corporate à fin 2009 explique la hausse observée sur la VaR réglementaire de Crédit Agricole CIB début décembre 2009.

Les activités de taux restent le deuxième contributeur à l'encours de VaR. Malgré le maintien de niveaux de volatilité élevés sur les marchés de taux, en particulier sur les dettes souveraines européennes, le niveau de la VaR est en retrait par rapport à l'année 2009 du fait d'une gestion prudente du profil de risque de la banque.

Les activités sur actions présentent une VaR encore en baisse à des niveaux moyens désormais faibles : 3 millions d'euros de VaR moyenne au cours du premier semestre. Ceci résulte d'une part de la réduction des risques liés aux activités complexes, d'autre part d'une gestion prudente des expositions en cas de très forte variation du marché.

Les activités de change et sur matières premières présentent un niveau d'exposition au risque modeste.

▲ Evolution journalière de la VaR Crédit Agricole CIB



Perspectives d'évolution pour le second semestre

- Les projets sur lesquels les équipes ont été mobilisées au premier semestre (exigences additionnelles de fonds propres et liquidité) seront naturellement poursuivis.
- L'exploitation officielle des mesures d'activité en nominal sera progressivement mise en œuvre (les flux d'opérations font d'ores et déjà l'objet d'un suivi régulier, le suivi sera donc complété sur les stocks d'opérations).

Risques particuliers format Forum de Stabilité Financière

Les expositions suivantes correspondent aux recommandations du Forum de Stabilité Financière. Cette information fait partie intégrante des comptes consolidés intermédiaires résumés de Crédit Agricole CIB au 30 juin 2010.

A ce titre elle est couverte par le rapport des Commissaires aux comptes au titre de leur examen limité sur l'information financière semestrielle.

ABS immobiliers

en millions d'euros	Etats-Unis		Royaume-Uni		Espagne	
	31.12.2009	30.06.2010	31.12.2009	30.06.2010	31.12.2009	30.06.2010
RMBS						
Comptabilisés en prêts et créances	728	828	404	272	197	173
Comptabilisés en actif évalué à la juste valeur						
Exposition brute	506	485	110	89	30	37
Décote	(460)	(436)	(30)	(7)	(3)	(4)
Exposition nette en millions d'euros	46	50	80	83	27	33
% subprime sous-jacents sur exposition nette	93 %	92 %				
Ventilation par notation de l'exposition brute totale						
AAA	9 %	6 %	51 %	44 %	95 %	65 %
AA	6 %	4 %	26 %	38 %	2 %	9 %
A	4 %	1 %	7 %	4 %	1 %	26 %
BBB	6 %	6 %	10 %	7 %	1 %	
BB	1 %	3 %	3 %	7 %	1 %	
B	9 %	5 %	2 %		0 %	
CCC	21 %	27 %	1 %			
CC	12 %	12 %				
C	29 %	32 %				
Non noté	3 %	4 %				

en millions d'euros	Etats-Unis		Royaume-Uni		Autres	
	31.12.2009	30.06.2010	31.12.2009	30.06.2010	31.12.2009	30.06.2010
CMBS						
Comptabilisés en prêts et créances	13		160	92	217	176
Comptabilisés en actif évalué à la juste valeur						
Exposition nette	22		10	16	9	3

Par ailleurs, les achats de protections sur RMBS et CMBS évalués à la juste valeur s'élèvent à :

- 31 décembre 2009 : nominal = 627 millions d'euros ; juste valeur = 210 millions d'euros ;
- 30 juin 2010 : nominal = 636 millions d'euros ; juste valeur = 196 millions d'euros.

La valorisation des ABS immobiliers évalués à la juste valeur se fait à partir d'informations en provenance de contributeurs externes.

Le stock de provisions collectives sur RMBS et CMBS au 30 juin 2010 s'élève à 35 millions d'euros.

Méthodologie d'évaluation des CDO super senior à sous-jacents résidentiels américains

CDO super senior évalués à la juste valeur

La valorisation des CDO super senior est obtenue à partir de l'application d'un scénario de crédit sur les sous-jacents (prêts résidentiels principalement) des ABS constituant chaque CDO.

Les taux de pertes finales appliquées sur les prêts en vie, sont calibrés en fonction de la qualité et de la date d'origination de chaque prêt résidentiel ainsi qu'en fonction du comportement historique des portefeuilles (remboursements anticipés, amortissement, pertes constatées) :

Taux de pertes subprime produits	2005	2006	2007
31.12.2009	26 %	42 %	50 %
30.06.2010	31 %	42 %	50 %

L'horizon de constatation de ces pertes a été fixé à 40 mois (avec une constatation progressive des pertes sur cette période).

La sensibilité à une variation de 10 % des scénarios de pertes sur les prêts sous-jacents des CDO évalués à la juste valeur au 30 juin 2010 est une perte de 80 millions d'euros.

CDO super senior évalués au coût amorti

Ils sont dépréciés en cas de risque de crédit avéré.

CDO super senior à sous-jacents résidentiels américains non couverts

Au 30 juin 2010, Crédit Agricole CIB a une exposition nette de 2,4 milliards d'euros sur des CDO super senior non couverts (après prise en compte d'une provision collective de 674 millions d'euros).

Décomposition des CDO super senior

en millions d'euros

	Actifs à la juste valeur ⁽²⁾	Actifs en prêts et créances
Nominal	5 628	3 693
Décote	(4 748)	(1 457)
Provision collective		(674)
Valeur nette	880	1 562
<i>Valeur nette (au 31 décembre 2009)</i>	<i>743</i>	<i>1 566</i>
Taux de décote ⁽¹⁾	84 %	68 %
Sous-jacent		
% des actifs subprime sous-jacents produits avant 2006	47 %	30 %
% des actifs subprime sous-jacents produits en 2006 et 2007	24 %	15 %
% des actifs Alt A sous-jacents	8 %	19 %
% des actifs Jumbo sous-jacents	4 %	9 %

(1) Après prise en compte des tranches décotées à 100%

(2) dont deux tranches pour 451 millions d'euros en nominal, anciennement couverte par monoline

Au premier semestre 2010, le PNB de la réévaluation des CDO évalués à la juste valeur est de -133 millions d'euros.

1 ● Rapport d'activité au 1^{er} semestre 2010

▲ Autres expositions au 30 juin 2010

en millions d'euros	Nominal	Décote	Net
CLO non couverts évalués à la juste valeur	421	(11)	410
CLO non couverts comptabilisés en prêts et créances	1 543	(30)	1 513
CDO Mezzanines non couverts	1 321	(1 321)	-

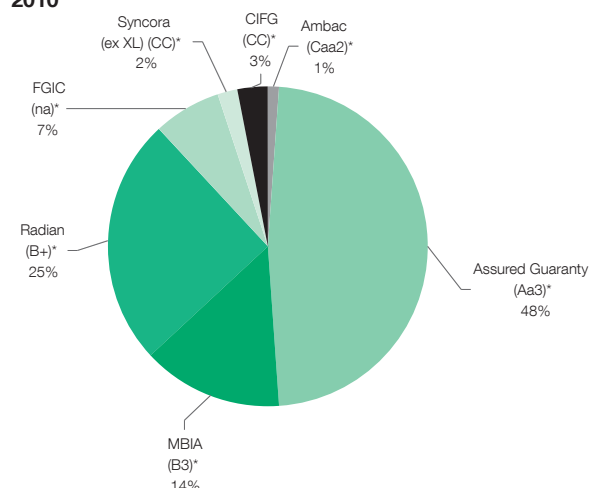
Protections des monolines au 30 juin 2010

en millions d'euros	Montant notionnel brut de la protection acquise	Montant notionnel brut des éléments couverts	Juste valeur des éléments couverts	Juste valeur de la protection avant ajustements de la valeur et couvertures	Ajustements de valeur comptabilisés sur la protection
Protections sur CDO (marché résidentiel américain) avec sous-jacents subprime	201	201	132	69	21
Autres protections acquises (autres CDO, CLO, CDS corporates...)	9 806	9 806	9 163	643	402
Total des protections acquises sur CDO couverts	10 007	10 007	9 295	711	423

en milliards d'euros	31.12.2009	30.06.2010
Notionnel des monolines en couverture de CDO résidentiels américains	0,5	0,2
Notionnel des monolines en couverture de CDO corporate	7,2	6,2
Notionnel des monolines en couverture de CLO	2,9	3,2
Notionnel des monolines en couverture d'autres sous-jacents	0,4	0,4
Exposition sur monolines en couverture de CDO résidentiels américains	0,2	0,1
Exposition sur monolines en couverture de CDO corporate	0,1	0,2
Exposition sur monolines en couverture de CLO	0,4	0,4
Exposition sur monolines en couverture d'autres sous-jacents	0,2	0,1
Total exposition sur monolines	0,9	0,7
Autres couvertures achetées auprès de contreparties bancaires	0,0	0,0
Exposition sur monolines non couverte	0,9	0,7
Réfactions	(0,6)	(0,4)
Exposition nette de réfactions	0,3	0,3

La diminution de 0,2 milliard d'euros de l'exposition sur monolines sur le semestre s'explique par les commutations effectuées sur les couvertures des CDO résidentiels américains pour un nominal de 451 millions d'euros. Les encours anciennement couverts, dont la valeur résiduelle n'est pas nulle, se retrouvent dans les CDO non couverts décrits ci-dessus.

Répartition de l'exposition nette sur monolines au 30 juin 2010



* Notation la plus basse émise par Standards & Poors ou Moody's au 30 juin 2010.

Protections auprès de CDPC (Credit Derivative Product Companies)

Au 30 juin 2010 l'exposition nette auprès de CDPC est de 1 476 millions d'euros (principalement sur des CDO corporate) après prise en compte d'une décote de 556 millions d'euros.

Financements avec effet de levier (LBO)

▲ Parts à vendre

Ces parts sont comptabilisées en actifs évalués à la juste valeur.

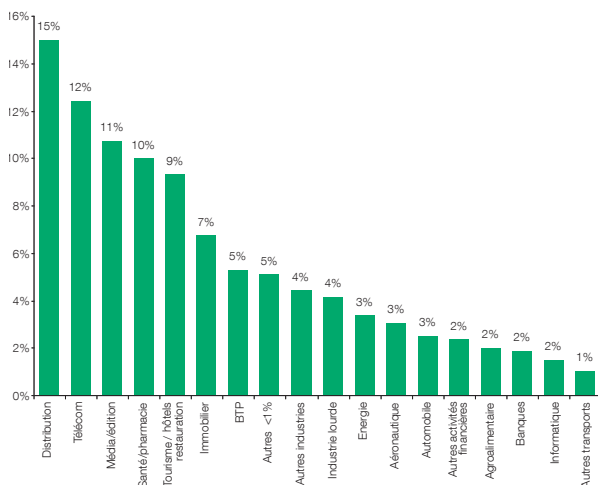
L'exposition nette au 30 juin 2010 est de 0,3 milliard d'euros sur un dossier (identique au 31 décembre 2009).

▲ Parts finales

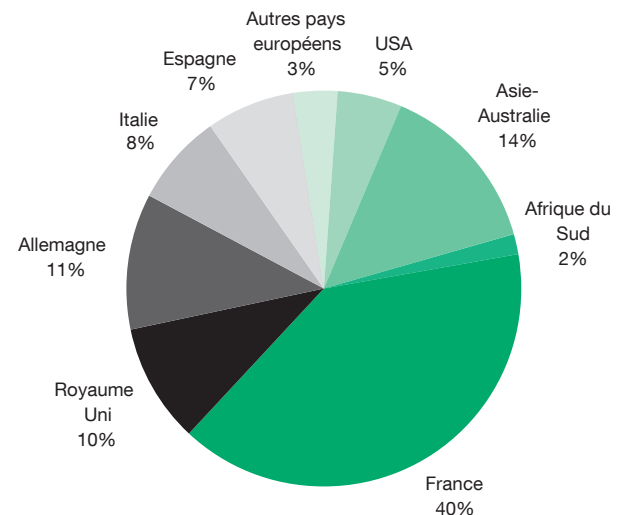
Ces encours sont comptabilisés en prêts et créances. L'exposition au 30 juin 2010 est de 5,6 milliards d'euros sur 153 dossiers (5,8 milliards d'euros sur 160 dossiers au 31 décembre 2009).

Au 30 juin 2010, les provisions collectives portant sur ces encours s'élèvent à 416 millions d'euros.

Répartition par secteur d'activité au 30 juin 2010



Répartition par zone géographique au 30 juin 2010



Titrisation

✦ Conduits d'ABCP sponsorisés par Crédit Agricole CIB pour compte de tiers

au 30 juin 2010	Atlantic	LMA	Hexagon	Total
Ratings (S&P/Moody's/Fitch)	A1/P1/F1	A1/P1	A1+	
Pays d'émission	USA	France+USA	France	
Lignes de liquidité données par Crédit Agricole CIB (en millions d'euros)	8 067	7 806	581	16 455
Montant des actifs financés (en millions d'euros)	5 490	5 843	463	11 797
Maturité des actifs (moyenne pondérée)				
0-6 mois	45%	81%	100%	
6-12 mois	13%	3%		
supérieur à 12 mois	42%	16%		
Répartition des actifs par origine géographique				
Etats-Unis	100%	3%		
Royaume-Uni		5%		
Italie		37%	9%	
Allemagne		9%		
Dubaï		7%		
Espagne		10%	17%	
France		22%	71%	
Autres ⁽¹⁾		7%	3%	
Répartition par nature d'actifs (en % des actifs détenus)				
Prêts automobiles	11%	16%		
Créances commerciales	46%	78%	100%	
Prêts immobiliers commerciaux				
Prêts immobiliers résidentiels	2%			
Crédits à la consommation		5%		
Prêts d'équipement	6%			
CLOs et CBOs ⁽²⁾	3%			
Autres ⁽³⁾	32%	1%		

(1) Essentiellement Corée, Belgique et Pays-Bas.

(2) Collateralized Loan Securitisation et Collateralized Bonds Securitisation.

(3) Sur Atlantic : engagements sur des investisseurs dans des fonds « Capital Calls » (21 %), prêts commerciaux (5 %), titrisation de paiements swift (6 %).

Ces conduits ne sont pas consolidés. Au 30 juin 2010, ils ont émis des commercial papers pour 12 milliards d'euros, dont 0,1 milliard est détenu par Crédit Agricole CIB.

Les lettres de crédit accordées par Crédit Agricole CIB dans le cadre des financements ABCP s'élèvent à 0,7 milliard d'euros.

✦ Autres conduits sponsorisés par Crédit Agricole CIB pour compte de tiers

Crédit Agricole CIB a accordé des lignes de liquidités à d'autres entités ad hoc pour 1,3 milliard d'euros.

✦ Conduits sponsorisés par un tiers

Les lignes de liquidité accordées par Crédit Agricole CIB s'élèvent à 0,3 milliard d'euros.

Crédit Agricole CIB ne fait pas de titrisation pour compte propre cash et n'est pas co-sponsor de titrisation pour compte de tiers.

Gestion des risques financiers structurels

Risques de taux d'intérêt global

La gestion du risque de taux d'intérêt global vise à protéger la valeur patrimoniale des entités du Groupe, ainsi qu'à optimiser la marge d'intérêt.

Principales évolutions

▲ Gestion

Au cours du premier semestre 2010, Crédit Agricole CIB a conduit une analyse approfondie du risque de taux relatif à ses fonds propres et participations.

La spécificité en termes de risque de taux de ces éléments de haut de bilan déterminés dans le référentiel IAS/IFRS et dont la volatilité s'est accrue en raison de la crise financière prévalant depuis trois ans a été précisée.

Notre exposition ainsi que la gestion qui en découle ont été ajustées en conséquence.

▲ Exposition

Crédit Agricole CIB utilise la méthode des gaps pour mesurer son risque de taux d'intérêt global. Celle-ci consiste à déterminer les échéanciers en taux de l'ensemble des actifs, passifs et dérivés de couverture à taux fixes, révisables ou liés à l'inflation : jusqu'à la date de révision du taux pour les éléments à taux révisables, la date contractuelle pour ceux à taux fixes et suivant des conventions appuyées sur des modèles pour les éléments sans échéance contractuelle.

L'exposition de Crédit Agricole CIB au risque de taux sur ces opérations de clientèle est limitée compte tenu de la règle d'adossement en taux auprès des équipes de marché applicable à ses financements clientèle, ainsi que du volume réduit des dépôts non rémunérés.

Le reste de l'exposition mesurée intègre notamment le risque de taux d'intérêt provenant des fonds propres et des participations.

Le Groupe est principalement exposé aux variations de taux d'intérêt de la zone monétaire euro et dans une moindre mesure à celles du dollar américain.

▲ Mesure

Les gaps de taux expriment l'excédent ou le déficit de ressources à taux fixe. Conventionnellement, un gap positif représente une exposition sujette à un risque de baisse des taux sur la période considérée.

Les résultats de ces mesures au 30 juin 2010 sur le périmètre des entités consolidées par intégration globale par Crédit Agricole CIB traduisent ainsi une exposition de la Banque à une baisse des taux d'intérêt :

en milliards d'euros	0-1 an	1-5 ans	5-10 ans
Gaps moyens Dollar US	+0,4	+0,4	+0,1
Gaps moyens Euro			
eu Autres devises	+0,7	+0,9	+1,0

Conformément aux décisions de gestion, en terme de sensibilité, la valeur actuelle nette de la perte encourue au titre des 10 prochaines années en cas de variation défavorable de 200 points de base de la courbe des taux a augmenté, tout en représentant moins de 1,6% des fonds propres prudentiels de base du Groupe.

▲ Scenarios de stress

Par ailleurs, des mesures d'impact en résultat de cinq scénarios de stress – trois historiques et deux hypothétiques – portant sur l'impasse de taux d'intérêt sont effectuées sur base trimestrielle et portées à la connaissance du Comité Actif Passif.

Les scénarios retenus sont ceux utilisés par le département Trésorerie de Crédit Agricole CIB, à savoir :

- Les scénarii historiques sont : la crise majeure sur le marché des actions (Lundi Noir de 1987) ; la hausse massive des taux (Krach obligataire de 1994) ; la forte hausse des spreads émetteurs (hausse des spreads de crédit de 1998).
- Les scénarios hypothétiques reposent, l'un sur l'anticipation d'une reprise économique (hausse des marchés actions, des taux, du spot USD, du pétrole et baisse des spreads émetteurs), et l'autre sur une crise de liquidité suite à la décision de la Banque Centrale de relever ses taux directeurs.

Les simulations se calculent à partir de la sensibilité de l'impasse de taux de Crédit Agricole CIB. La sensibilité se définit comme le gain ou la perte généré par une variation de 1 % des taux d'intérêt. Cette sensibilité est déclinée en euros et dollars US. Elle se calcule sur des encours moyens par année glissante.

Les chocs de ces scénarios sont calculés sur une base de dix jours selon la méthodologie de scénario de stress de Crédit Agricole CIB. Cette sensibilité est « choquée » sur différents points. Le résultat d'un stress correspond à la valeur actuelle nette encourue en cas de variation des caractéristiques du scénario.

L'application des scénarios de stress met en évidence des impacts relativement limités puisque la valeur actuelle nette de la perte potentielle maximale encourue représente 0,2 % des fonds propres prudentiels et 0,95 % du produit net bancaire au 30 juin 2010.

Risques de liquidité

Principales évolutions sur le semestre

✦ Organisation et dispositif de suivi

Refonte de la supervision réglementaire au 30 juin 2010

Au 30 juin 2010, la nouvelle réglementation française relative à la gestion et l'encadrement du risque de liquidité est entrée en vigueur. Celle-ci donne le choix aux établissements assujettis d'opter soit pour une nouvelle approche standard, soit pour une approche avancée consistant à soumettre pour homologation auprès de l'ACP les méthodologies internes de gestion et d'encadrement du risque de liquidité.

Crédit Agricole CIB, ainsi que les autres entités du Groupe Crédit Agricole assujetties, s'est mis en conformité au 30 juin 2010 avec l'instruction n°2009-05 relative à l'approche standard du risque de liquidité.

Parallèlement, Crédit Agricole CIB, conjointement avec le Groupe Crédit Agricole, poursuit ses travaux en mode projet pour mettre en œuvre l'approche avancée.

Perspectives d'évolutions pour le second semestre

Depuis la fin avril 2010, les difficultés sur les dettes souveraines des pays se sont répercutées sur l'ensemble des marchés interbancaires. Cette tension a été accentuée par l'annonce des plans rigoureux européens qui dégradent les perspectives de croissance de la zone.

Dans un contexte de spreads interbancaires historiquement élevés, la qualité de la signature de Crédit Agricole CIB ainsi que la diversité de ses accès aux ressources, ont permis de maintenir un rythme de levées compatible avec le plan de financement annuel 2010.

Risques de change

Le risque de change s'appréhende principalement à travers la mesure de l'exposition résiduelle nette résultant de la prise en compte des positions de change brutes et de leurs couvertures.

Risques de change structurels

Le risque de change structurel du Groupe résulte de ses investissements durables dans des actifs en devises étrangères, essentiellement les fonds propres de ses entités opérationnelles à l'étranger, qu'ils trouvent leur origine dans des acquisitions, des transferts de fonds à partir du Siège ou une capitalisation de résultats locaux.

La politique du Groupe consiste le plus souvent à emprunter la devise d'investissement afin d'immuniser patrimonielement l'investissement réalisé contre le risque de change. Les emprunts sont alors documentés en tant qu'instrument de couverture de l'investissement. Dans certains cas, et notamment pour les devises peu liquides, l'investissement donne lieu à achat de la devise concernée ; des couvertures du risque de change par des opérations à terme sont alors si possible mises en place.

Les principales positions de change structurelles brutes du groupe sont libellées en dollar américain, en devises liées à ce dernier – devises de pays du Moyen-Orient ainsi que certaines devises asiatiques pour l'essentiel – en livre sterling et en franc suisse.

Globalement, la politique de gestion des positions de change structurelles du Groupe a deux objectifs principaux :

- prudentiel, pour immuniser le ratio de solvabilité du Groupe contre les fluctuations de change ; dans cette optique, les positions de change structurelles non couvertes seront dimensionnées aux niveaux équilibrant la part des devises concernées dans les encours pondérés qui n'est pas couverte par d'autres types de fonds propres dans la même devise ;

- patrimonial, pour diminuer le risque de perte de valeur des actifs considérés.

Les actions de couverture du risque de change structurel sont gérées de manière centralisée et mises en place sur décisions du Comité Actif-Passif de la Banque.

Les positions de change structurelles de Crédit Agricole CIB sont en outre intégrées dans celles du groupe Crédit Agricole SA, présentées cinq fois par an à son Comité Actif Passif, présidé par le Directeur général de Crédit Agricole SA.

Risques de change opérationnels

La Banque est en outre exposée à des positions de change opérationnelles sur ses produits ou charges en devises étrangères, constatées tant au Siège que dans ses implantations de l'étranger.

La politique générale du Groupe est de limiter au maximum ses positions de change opérationnelles nettes, en procédant à leur couverture sur base périodique, sauf exception sans couvrir à l'avance des résultats non encore réalisés sauf si leur degré de probabilité est fort et le risque de variation élevé.

Les règles et délégations applicables pour la gestion des positions opérationnelles sont mises en place sur décisions du Comité Actif-Passif.

Couverture des risques de taux et change

Dans le cadre de la gestion de ses risques financiers, Crédit Agricole CIB a notamment recours à des instruments (swaps de taux d'intérêt et opérations de change) pour lesquels une relation

de couverture est établie au regard de l'intention de gestion poursuivie.

Couverture de juste valeur

L'objectif est de protéger la valeur patrimoniale des actifs/passifs financiers à taux fixe sensible à la variation des taux d'intérêt, par adossement à des instruments également à taux fixe. Lorsque cet adossement est réalisé au moyen de dérivés (swaps), ceux-ci sont qualifiés de dérivés de couverture de juste valeur (fair value hedge).

Les couvertures effectuées à ce titre par l'ALM portent sur les encours de dépôts clientèle non rémunérés de la banque privée, lesquels sont analysés comme des passifs financiers à taux fixe.

Couverture de flux de trésorerie

Le second objectif est de protéger la marge d'intérêt de sorte que les flux d'intérêt générés par des actifs à taux variables financés par des passifs à taux fixe (fonds de roulement notamment) ne soient pas affectés par la fixation dans le futur des taux attachés à ces éléments.

Lorsque la neutralisation ainsi visée est réalisée au moyen de dérivés (swaps), ceux-ci sont qualifiés de dérivés de couverture de flux de trésorerie (cash flow hedge).

En application d'IFRS 7, les montants d'intérêts futurs attachés aux éléments de bilan faisant l'objet d'une couverture de flux de trésorerie sont présentés ci-dessous selon leurs périodes d'échéance.

30.06.2010				
en millions d'euros	≤ 1 an	1 - 5 ans	> 5 ans	Total
Flux de trésorerie couverts	56	385	255	696

S'agissant des macro-couvertures gérées par l'ALM, les relations de couverture sont documentées dès l'origine et vérifiées trimestriellement par la réalisation de tests prospectifs et rétrospectifs.

A cette fin, les éléments couverts sont échéancés par bandes de maturité en utilisant les caractéristiques des contrats ou, pour les

postes sans échéances contractuelles – dépôts à vue par exemple – des modèles d'écoulement s'appuyant sur des comportements historiques établis par produit ; la comparaison de cet échéancier avec celui des instruments dérivés permet de vérifier l'efficacité de la couverture.

Couverture de l'investissement net en devise

Pour la gestion du risque de change structurel, les instruments utilisés sont classés dans la catégorie des couvertures

d'investissement net en devises (net investment hedge). L'efficacité de ces couvertures est documentée trimestriellement.

Risques opérationnels

Le risque opérationnel correspond à la possibilité de subir une perte découlant d'un processus interne défaillant ou d'un système

inadéquat, d'une erreur humaine ou d'un événement externe qui n'est pas lié à un risque de crédit, de marchés ou de liquidité.

Gestion des risques opérationnels

Le suivi du dispositif est placé sous la responsabilité de la Direction Risk and Permanent Control et est supervisé par la Direction Générale au travers du volet risque opérationnel du comité de Contrôle interne de Crédit Agricole CIB.

La gestion du risque opérationnel repose tout particulièrement sur un réseau de contrôleurs permanents, assurant également les fonctions de managers des risques opérationnels, couvrant l'ensemble des filiales et des métiers du Groupe, et supervisés par la Direction Risk and Permanent Control.

Le suivi du dispositif est exercé dans le cadre des Comités de Contrôle interne relevant de la compétence de la direction de chaque entité et auxquels sont conviées les fonctions de contrôle du Siège.

Identification et évaluation qualitative des risques

Conformément aux principes en vigueur au sein du groupe Crédit Agricole SA, la Direction Risk and Permanent Control de Crédit Agricole CIB a mis en œuvre un dispositif qualitatif et quantitatif d'identification, d'évaluation, de prévention et de surveillance des risques opérationnels en adéquation avec la réforme Bâle II.

Le processus de cartographie des risques opérationnels s'applique à toutes les entités du groupe. Ces cartographies permettent la surveillance des processus les plus sensibles, la définition de plan d'actions et l'élaboration des plans de contrôles. Elles font l'objet d'une mise à jour annuelle.

Collecte des pertes opérationnelles et remontée des incidents significatifs

Une procédure unifiée de collecte des pertes et de remontée des incidents significatifs a été instaurée sur l'ensemble du périmètre. Les données nécessaires à l'alimentation du modèle interne de calcul de l'allocation des fonds propres économiques (en conformité avec la méthode avancée Bâle II) sont consolidées dans une base unique qui permet de disposer d'un historique de cinq années.

Calcul et allocation des fonds propres économiques

Le calcul des charges en fonds propres est réalisé annuellement au niveau de Crédit Agricole CIB en se fondant sur l'historique des pertes, complété par des scénarios de risques. Il fait ensuite l'objet d'une allocation par lignes de métier de Crédit Agricole CIB Paris et entités.

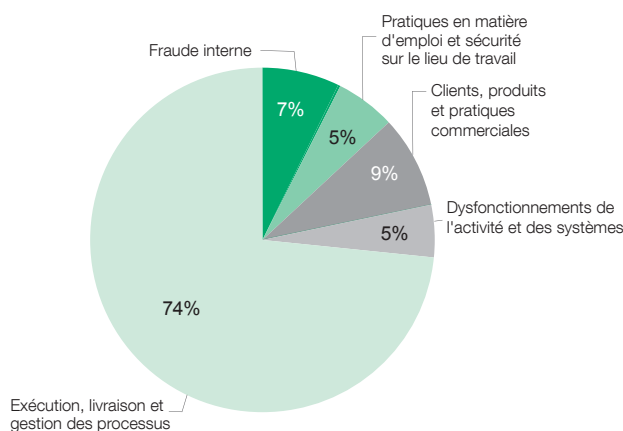
Le calcul de l'exigence en fonds propres se fait en appliquant le modèle interne AMA (Advanced Measurement Approach) du groupe Crédit Agricole sur le périmètre Crédit Agricole CIB, modèle validé fin 2007 par la Commission Bancaire.

Production d'un tableau de bord

La Direction Risk and Permanent Control produit trimestriellement un tableau de bord des risques opérationnels qui met en lumière les faits marquants et l'évolution du coût de ces risques. Ces tableaux de bord reprennent les principales sources de risques (litiges avec la clientèle, gestion des processus relatifs aux opérations de marchés) qui permettent de déterminer les plans d'actions préventives ou correctives.

Données quantitatives

Le graphique ci-dessous fournit la répartition des pertes opérationnelles par nature sur la période 2007/1^{er} semestre 2010 (hors perte 2007 de New-York)



Risques juridiques

Les principales procédures judiciaires et fiscales en cours au sein de Crédit Agricole CIB et de ses filiales consolidées par intégration globale sont décrites dans le rapport de gestion pour l'exercice 2009. Les dossiers ci-après évoqués sont ceux qui ont connu une évolution après le 23 mars 2010, date du dépôt auprès de l'AMF du document de référence n° D 10-0142.

Les risques juridiques en cours au 30 juin 2010 susceptibles d'avoir une influence négative sur le patrimoine du Groupe ont fait l'objet de provisions adéquates tenant compte des informations dont dispose la Direction générale.

A ce jour, à la connaissance de Crédit Agricole CIB, il n'existe aucune autre procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage susceptible d'avoir, ou ayant eu récemment, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la société et du groupe Crédit Agricole CIB.

▲ Faits exceptionnels et litiges

New York Attorney General (NYAG)

La succursale de Crédit Agricole Corporate and Investment Bank («Crédit Agricole CIB») à New York a reçu une requête («subpoena») du bureau du Procureur Général de l'Etat de New York demandant des informations concernant les relations de Crédit Agricole CIB avec les agences de notation.

Risques de non-conformité

Le risque de non-conformité résulte d'un non respect de la réglementation bancaire ou financière, des dispositions internes ou de règles de bonnes conduite, pouvant entraîner des sanctions

pénales, des sanctions des régulateurs, des litiges avec la clientèle et plus largement un risque de réputation.

Gestion du risque de non-conformité

La ligne métier Conformité veille au respect des dispositions législatives et réglementaires et de l'ensemble des règles applicables aux activités de Crédit Agricole CIB. Elle vise à renforcer la confiance des parties prenantes (clients, personnel, investisseurs, régulateurs, fournisseurs) à l'égard de ces règles et de leur mise en œuvre. Ses missions sont doubles :

- protéger le groupe Crédit Agricole CIB contre tout agissement externe potentiellement néfaste ou illicite. Il s'agit notamment de la lutte contre la fraude et de la mission de sécurité financière ; celle-ci repose sur la prévention du blanchiment des capitaux, la lutte contre le financement du terrorisme et la gestion du gel des avoirs et des embargos. La sécurité financière repose sur la connaissance approfondie et permanente des clients ;
- veiller aux intérêts de ses clients et à sa réputation sur les marchés en œuvrant contre les violations des règles de déontologie interne (délit d'initié, fraude interne, conflit d'intérêt, défaut de conseil, etc. ...).

La ligne métier Conformité s'assure par ailleurs de l'efficacité des dispositifs en place. Pour cela, elle :

- traduit les lois et règlements dans les procédures et des manuels de Conformité ;
- assure la formation à la conformité des collaborateurs ;
- donne un avis sur les opérations pour lesquelles elle est sollicitée ;
- contrôle le bon fonctionnement du dispositif.

Indicateurs de risques

L'analyse et le suivi du risque de non-conformité reposent sur un dispositif structuré constitué notamment :

- du dispositif de gouvernance mis en place en matière de conformité ;
- de la cartographie des risques qui permet d'identifier et de coter les risques de non-conformité du Groupe ;
- des reportings qui permettent d'évaluer le dispositif de conformité mondial ;
- des outils utilisés en matière de sécurité financière conçus pour signaler et traiter toute alerte ;
- des outils de surveillance des opérations sensibles ou complexes, ou des opérations de marché spécifiques.

PERSPECTIVES SECOND SEMESTRE 2010

Le risque de rechute en récession de l'économie mondiale, le célèbre « double-dip », est au centre des préoccupations en ce milieu d'année. Notre scénario écarte cette hypothèse et table sur un enclenchement naturel des différentes étapes de la reprise. La première phase d'accélération, liée au redémarrage mécanique et assez rapide de l'activité, lui-même aidé par l'action volontariste des pouvoirs publics, a probablement atteint un pic au premier trimestre de cette année et va selon nous laisser progressivement place à une phase de consolidation caractérisée par une croissance ralentie mais aussi plus autonome et donc plus solide. Néanmoins, les facteurs autonomes de croissance vont être bridés par des freins structurels importants avec en particulier la nécessité de purger les excès d'endettement passés, privés et publics. Le rythme de croissance ne devrait guère dépasser 1 % en Europe et 3 % aux Etats-Unis en deuxième partie d'année.

Dans ce contexte de croissance molle sans inflation, les politiques monétaires devraient rester durablement accommodantes. Les banques centrales vont d'abord chercher à retirer de manière graduelle la liquidité excédentaire avant d'envisager de premières hausses de taux, une hypothèse peu probable avant le troisième trimestre de l'année prochaine pour la BCE et début 2012 pour

la Fed. Les déficits budgétaires risquent encore de grossir cette année sauf dans les pays du sud de l'Europe contraints à un ajustement plus précoce. Une fois le stress évacué, les marchés obligataires européens devraient retrouver une configuration plus conforme à ce schéma de reprise : les taux sans risque vont remonter (2,9 % pour le Bund allemand et 3 % pour le 10 ans américain fin 2010) et les spreads des pays de la périphérie se dégonfler.

La tentative de rebond de la devise européenne, sur fond d'inquiétudes croissantes sur la solidité de la reprise américaine, devrait rapidement échouer. Une fois les craintes de rechute dissipées, le marché des changes devrait accorder un poids plus important aux déterminants traditionnels que sont les différentiels de croissance et de taux d'intérêt anticipés, et ce à l'avantage du billet vert (parité EUR/USD cible de 1,22 fin 2010).

Dans ce contexte, et sous réserve d'événements majeurs non prévisibles, les tendances lourdes de l'activité et des résultats de Crédit Agricole S.A. du premier semestre devraient se prolonger au cours du second semestre 2010.

Pour Crédit Agricole CIB

Le deuxième semestre devrait voir persister des conditions difficiles pour les activités de banque de marché ainsi que la persistance d'un climat de morosité sur les bourses mondiales qui pourrait continuer d'affecter la performance de nos courtiers actions notamment.

La tendance positive enregistrée sur nos activités de financement devrait se poursuivre au second semestre.

Parallèlement, nous allons continuer le recentrage de nos activités de *Fixed Income* sur les métiers de flux dans un environnement

de marché que nous anticipons encore dégradé au second semestre.

Par ailleurs, la deuxième partie de l'année verra s'intensifier les travaux menés avec notre potentiel partenaire chinois sur nos activités de courtage afin d'être le plus proche possible d'une conclusion en fin d'année.

2 Comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2010

examinés par le Conseil d'administration en date du 24 août 2010

Cadre général.....	32
Présentation juridique de Crédit Agricole CIB.....	32
Etats financiers consolidés.....	33
Compte de résultat.....	33
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.....	34
Bilan actif.....	35
Bilan passif.....	35
Tableau de variation des capitaux propres.....	36
Tableau des flux de trésorerie.....	38
Notes annexes aux états financiers.....	40
Note 1 : Principes et méthodes applicables dans le Groupe.....	40
Note 2 : Périmètre de consolidation.....	42
Note 3 : Notes relatives au compte de résultat.....	45
Note 4 : Informations sectorielles.....	51
Note 5 : Notes relatives au bilan.....	53
Note 6 : Engagements de financement et de garantie.....	59
Note 7 : Reclassements d'instruments financiers.....	60
Note 8 : Juste valeur des instruments financiers.....	62
Note 9 : Evénements postérieurs à la clôture.....	64
Note 10 : Périmètre de consolidation au 30 juin 2010.....	65
Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle ..	68

Des informations requises par la norme IFRS 7 figurent dans le rapport d'activité (pages 20 à 24) et font partie intégrante des comptes.

Les comptes consolidés sont constitués du cadre général, des états financiers consolidés et des notes annexes aux états financiers.

CADRE GÉNÉRAL

Présentation juridique de Crédit Agricole Corporate and Investment Bank

Dénomination sociale depuis le 6 février 2010 : Crédit Agricole Corporate and Investment Bank.

Noms commerciaux : Crédit Agricole Corporate and Investment Bank – Crédit Agricole CIB - CACIB

Adresse du siège social de la société :

9, quai du Président Paul Doumer
92920 Paris La Défense Cedex France.

Immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 304 187 701.

Code NAF : 6419 Z (APE)

Forme juridique :

Crédit Agricole CIB est une société anonyme à Conseil d'administration de droit français, régie par les dispositions législatives et réglementaires applicables aux établissements de crédit et aux sociétés anonymes ainsi que par ses statuts.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Compte de résultat

en millions d'euros	Notes	30.06.2010	31.12.2009	30.06.2009
Intérêts et produits assimilés	3.1	2 606	7 119	4 950
Intérêts et charges assimilées	3.1	(1 518)	(4 865)	(4 780)
Commissions (produits)	3.2	1 940	3 660	1 918
Commissions (charges)	3.2	(671)	(1 461)	(717)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	3.3	550	(62)	764
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	3.4	20	58	43
Produits des autres activités	3.5	30	60	21
Charges des autres activités	3.5	(34)	(81)	(37)
Produit net bancaire		2 923	4 428	2 162
Charges générales d'exploitation	3.6	(1 790)	(3 312)	(1 631)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	3.7	(77)	(159)	(78)
Résultat brut d'exploitation		1 056	957	453
Coût du risque	3.8	(405)	(1 769)	(862)
Résultat d'exploitation		651	(812)	(409)
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		73	117	70
Gains ou pertes nets sur autres actifs	3.9	1	22 ⁽¹⁾	15
Variations de valeur des écarts d'acquisition				
Résultat avant impôt		725	(673)	(324)
Impôts sur les bénéfices		(196)	381	158
Résultat net		529	(292)	(166)
Intérêts minoritaires		21	39	21
Résultat net part du groupe		508	(331)	(187)
Résultat de base par action (en euros)	5.9	2,27	(1,83)	(1,03)
Résultat dilué par action (en euros)	5.9	2,27	(1,83)	(1,03)

(1) Correspond essentiellement aux plus values dégagées sur les cessions de CASAM à Crédit Agricole SA et de CPR Online à une filiale des Caisses Régionales du Crédit Agricole pour respectivement 11,3 millions d'euros au 2^{ème} trimestre 2009 et 6,7 millions d'euros au 3^{ème} trimestre 2009.

Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

en millions d'euros	Notes	30.06.2010	31.12.2009	30.06.2009
Ecart de conversion	3.10	278	(41)	(49)
Actifs disponibles à la vente	3.10	(37)	137	99
Instruments dérivés de couverture	3.10	53	53	24
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du Groupe, hors entités mises en équivalence	3.10	294	149	74
QP gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence ⁽¹⁾	3.10	200	(33)	(11)
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du Groupe	3.10	494	116	63
Résultat net part du groupe		508	(331)	(187)
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du Groupe		1 002	(215)	(124)
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part des minoritaires		103	35	28
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		1 105	(180)	(96)

(1) La «QP gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence» est incluse dans les réserves consolidées de Crédit Agricole CIB.

Les montants sont présentés net d'impôts.

Bilan actif

en millions d'euros	Notes	30.06.2010	31.12.2009
Caisse, banques centrales		19 125	23 826
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	5.1	492 288	384 760
Instruments dérivés de couverture		2 155	1 371
Actifs financiers disponibles à la vente	5.2 - 5.4	22 182	23 218
Prêts et créances sur les établissements de crédit	5.3 - 5.4	86 678	65 874
Prêts et créances sur la clientèle	5.3 - 5.4	165 227	149 033
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux			
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Actifs d'impôts courants et différés		4 223	3 955
Comptes de régularisation et actifs divers		83 772	56 744
Actifs non courants destinés à être cédés			
Participations dans les entreprises mises en équivalence		1 141	913
Immeubles de placement			
Immobilisations corporelles	5.7	734	714
Immobilisations incorporelles	5.7	174	168
Ecarts d'acquisition	2.3	1 890	1 856
TOTAL DE L'ACTIF		879 589	712 432

Bilan passif

en millions d'euros	Notes	30.06.2010	31.12.2009
Banques centrales		1 102	1 536
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	5.1	487 571	379 669
Instruments dérivés de couverture		1 234	798
Dettes envers les établissements de crédit	5.5	84 049	69 474
Dettes envers la clientèle	5.5	143 233	122 836
Dettes représentées par un titre	5.6	63 862	64 005
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		29	16
Passifs d'impôts courants et différés		668	537
Comptes de régularisation et passifs divers		72 295	49 941
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés			
Provisions techniques des contrats d'assurance		8	7
Provisions	5.8	900	1 175
Dettes subordonnées	5.6	9 144	8 029
Total dettes		864 095	698 023
Capitaux propres	5.9		
Capitaux propres part du Groupe		14 507	13 499
Capital et réserves liées		6 557	6 557
Réserves consolidées		6 716	6 841
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		726	432
Résultat de l'exercice		508	(331)
Intérêts minoritaires		987	910
Total Capitaux propres		15 494	14 409
TOTAL DU PASSIF		879 589	712 432

Tableau de variation des capitaux propres

en millions d'euros	Capital et réserves liées			Capital et réserves consolidées part du Groupe	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Résultat net part du Groupe	Total des capitaux propres part du Groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total des capitaux propres consolidés
	Capital	Primes et Réserves consolidées	Elimination des titres auto-détenus						
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2009	3 715	4 455		8 170	283		8 453	830	9 283
Augmentation de capital ⁽¹⁾	2 341	2 859		5 200			5 200	22	5 222
Dividendes versés en 2009								(42)	(42)
Impact relatif aux mouvements d'intérêts minoritaires		47		47			47		47
Mouvements liés aux paiements en action		6		6			6		6
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	2 341	2 912		5 253			5 253	(20)	5 233
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres					74		74	7	81
Quote-part dans les variations de CP des entreprises associées mises en équivalence		(11)		(11)			(11)		(11)
Résultat au 1 ^{er} semestre 2009						(187)	(187)	21	(166)
Autres variations		8		8			8	75	83
Capitaux propres au 30 juin 2009	6 056	7 364		13 420	357	(187)	13 590	913	14 503
Augmentation de capital								(7)	(7)
Dividendes versés en 2009								(3)	(3)
Impact relatif aux mouvements d'intérêts minoritaires		(5)		(5)			(5)		(5)
Mouvements liés aux paiements en action		6		6			6		6
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires		1		1			1	(10)	(9)
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres					75		75	(11)	64
Quote-part dans les variations de CP des entreprises associées mises en équivalence		(22)		(22)			(22)		(22)
Résultat au 2 ^{ème} semestre 2009						(144)	(144)	18	(126)
Autres variations		(1)		(1)			(1)		(1)
Capitaux propres au 31 décembre 2009	6 056	7 342		13 398	432	(331)	13 499	910	14 409

en millions d'euros	Capital et réserves liées			Capital et réserves consolidées part du Groupe	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Résultat net part du Groupe	Total des capitaux propres part du Groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total des capitaux propres consolidés
	Capital	Primes et Réserves consolidées	Elimination des titres auto-détenus						
Capitaux propres au 31 décembre 2009	6 056	7 342		13 398	432	(331)	13 499	910	14 409
Affectation du résultat 2009		(331)		(331)		331			
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2010	6 056	7 011		13 067	432		13 499	910	14 409
Augmentation de capital									
Dividendes versés en 2010								(26)	(26)
Impact relatif aux mouvements d'intérêts minoritaires									
Mouvements liés aux paiements en action		5		5			5		5
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires		5		5			5	(26)	(21)
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres					294		294	82	376
Quote-part dans les variations de CP des entreprises associées mises en équivalence		200		200			200		200
Résultat au 1 ^{er} semestre 2010						508	508	21	529
Autres variations		1		1			1		1
Capitaux propres au 30 juin 2010	6 056	7 217		13 273	726	508	14 507	987	15 494

(1) Crédit Agricole CIB a procédé au cours du 1^{er} trimestre 2009 à une augmentation de capital de 2 341 millions d'euros assortie d'une prime d'émission de 2 859 millions d'euros. Les avances d'actionnaires accordées par Crédit Agricole SA en 2007 et 2008 à Crédit Agricole CIB à hauteur de 4 950 millions d'euros ont donc été remboursées sur 2009.

Les réserves consolidées sont essentiellement constituées des résultats des exercices antérieurs non distribués, de montants relatifs à la première application des normes IFRS et de retraitements de consolidation.

Les montants sortis des capitaux propres par transfert en compte de résultat et relatifs à des couvertures de flux de trésorerie sont positionnés en Produit Net Bancaire.

Tableau des flux de trésorerie

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

Les **activités opérationnelles** sont représentatives des activités génératrices de produits du groupe Crédit Agricole CIB. Les flux d'impôts sont présentés en totalité avec les activités opérationnelles.

Les **activités d'investissement** représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles. Les titres de participation stratégiques

inscrits dans le portefeuille « actifs financiers disponibles à la vente » sont compris dans ce compartiment.

Les **activités de financement** résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres et les emprunts à long terme.

La notion de **trésorerie nette** comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

en millions d'euros	1 ^{er} semestre 2010	1 ^{er} semestre 2009	2009
Résultat avant impôt	725	(324)	(673)
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	77	78	159
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions	(148)	800	1 749
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	(73)	(69)	(117)
Résultat net des activités d'investissement	22	(1)	27
Résultat net des activités de financement	155	209	194
Autres mouvements	(20)	(183)	(577)
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements	13	834	1 435
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	2 869	(12 855)	(12 230)
Flux liés aux opérations avec la clientèle	1 806	2 788	(10 030)
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	(3 499)	(2 675)	5 375
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	(5 310)	(98)	4 090
Impôts versés	(263)	(132)	(259)
Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	(4 397)	(12 972)	(13 054)
TOTAL Flux net de trésorerie généré par l'activité OPERATIONNELLE (A)	(3 659)	(12 462)	(12 292)
Flux liés aux participations	51	70	44
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(52)	(43)	(96)
TOTAL Flux net de trésorerie lié aux opérations d'INVESTISSEMENT (B)	(1)	27	(52)
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires ⁽¹⁾	(13)	153	137
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement ⁽²⁾	(78)	(428)	(1 145)
TOTAL Flux net de trésorerie lié aux opérations de FINANCEMENT (C)	(91)	(275)	(1 008)
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)	2 258	135	(476)
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B + C + D)	(1 493)	(12 575)	(13 828)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	22 222	36 050	36 050
Solde net des comptes de caisse et banques centrales*	22 286	37 226	37 226
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit**	(64)	(1 176)	(1 176)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	20 729	23 475	22 222
Solde net des comptes de caisse et banques centrales*	18 018	17 656	22 286
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit**	2 711	5 819	(64)
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE	(1 493)	(12 575)	(13 828)

* composé du solde net des postes « caisses et banques centrales », hors intérêts courus.

** composé du solde des postes « comptes ordinaires débiteurs sains et comptes et prêts au jour le jour sains » tel que détaillés en note 5.3 et des postes « comptes ordinaires créditeurs et comptes et emprunts au jour le jour » tel que détaillés en note 5.5.

(1) Les flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires correspondent aux dividendes et acomptes payés aux minoritaires.

(2) Au cours du 1^{er} semestre 2010, les intérêts payés sur dettes subordonnées vis-à-vis de Crédit Agricole SA sur Crédit Agricole CIB Paris s'élèvent à -64 millions d'euros.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS

Note 1 : Principes et méthodes applicables dans le Groupe

Les comptes consolidés intermédiaires résumés de Crédit Agricole CIB au 30 juin 2010 ont été préparés et sont présentés en conformité avec la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire, qui définit le contenu minimum de l'information, et qui identifie les principes de comptabilisation et d'évaluation devant être appliqués à un rapport financier intermédiaire.

Les normes et interprétations utilisées pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires résumés sont identiques à celles utilisées par le groupe Crédit Agricole pour l'élaboration des comptes consolidés au 31 décembre 2009 établis, en application du règlement CE n° 1606/2002, conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC telles qu'adoptées par l'Union européenne (version dite « carve out »), en utilisant donc certaines dérogations dans l'application de la norme IAS 39 pour la comptabilité de macro-couverture.

Ces normes et interprétations ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2010 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2010. Celles-ci portent sur :

- l'amendement annuel visant à améliorer la norme IFRS 5, issu du règlement du 23 janvier 2009 (CE n° 70/2009), relatif aux filiales faisant l'objet d'un plan de vente entraînant la perte de contrôle, et l'amendement de la norme IFRS 1 qui en découle ;
- la révision de la norme IAS 27 issue du règlement du 3 juin 2009 (CE n° 494/2009), relative aux états financiers consolidés et individuels ;
- la révision de la norme IFRS 3 issue du règlement du 3 juin 2009 (CE n° 495/2009), relative aux regroupements d'entreprises ;
- l'amendement de la norme IAS 39, issu du règlement du 15 septembre 2009 (CE n° 839/2009) relatif aux éléments éligibles à la couverture et qui apporte notamment des clarifications quant à l'application de la comptabilité de couverture à la composante inflation des instruments financiers ;
- la révision de la norme IFRS 1 issue du règlement du 25 novembre 2009 (CE n° 1136/2009) et l'amendement issu du règlement du 23 juin 2010 (UE n° 550/2010), relatifs à la première adoption des normes internationales ;
- les amendements annuels visant à améliorer et clarifier 9 normes et 2 interprétations et issus du règlement du 23 mars 2010 (UE n° 243/2010).
- l'amendement de la norme IFRS 2, issu du règlement du 23 mars 2010 (UE n° 244/2010), relative aux paiements fondés sur des actions et qui incorpore en s'y substituant, les interprétations IFRIC 8 et IFRIC 11 ;
- l'interprétation IFRIC 12 issue du règlement du 25 mars 2009 (CE n° 254/2009), relative aux accords de concession de services, et qui ne concerne pas les activités du Groupe ;
- l'interprétation IFRIC 16 issue du règlement du 4 juin 2009 (CE n° 460/2009), relative aux couvertures d'un investissement net dans une activité à l'étranger ;

- l'interprétation IFRIC 15 issue du règlement du 22 juillet 2009 (CE n° 636/2009), relative aux contrats de construction de biens immobiliers traités dans les normes IAS 11, contrats de construction, et IAS 18, produits des activités ordinaires ;
- l'interprétation IFRIC 17 issue du règlement du 26 novembre 2009 (CE n° 1142/2009), relative à la distribution d'actifs non monétaires aux propriétaires ;
- l'interprétation IFRIC 18 issue du règlement du 27 novembre 2009 (CE n° 1164/2009), relative au transfert d'actifs provenant de clients, et qui ne concerne pas les activités du Groupe ;

L'application de ces nouvelles dispositions n'a pas eu d'impact significatif sur la période, à l'exception, le cas échéant, de la révision des normes IAS 27 et IFRS 3.

En effet, l'application prospective de la révision des normes IAS 27 et IFRS 3 aux opérations d'acquisitions effectives à compter du 1er janvier 2010 entraîne un changement de méthode comptable pour le Groupe. Les principaux points concernent :

- l'évaluation initiale des intérêts minoritaires : elle peut se faire, au choix de l'acquéreur, de deux manières :
 - à la juste valeur à la date d'acquisition ;
 - à la quote-part dans les actifs et passifs identifiables de l'acquéreur réévalués à la juste valeur.

Cette option est exercable acquisition par acquisition ;

- les frais d'acquisition : ils ne peuvent plus être activés au sein du goodwill et doivent obligatoirement être comptabilisés en charge en totalité. Dès lors que l'opération a de très fortes probabilités de se réaliser, ils sont enregistrés dans le poste « gains ou pertes nets sur autres actifs », sinon ils sont enregistrés dans le poste « charges générales d'exploitation » ;
- certaines opérations qui doivent être désormais comptabilisées séparément du regroupement d'entreprises ;
- les modalités de comptabilisation des prises de contrôle par étape ou des cessions partielles entraînant la perte de contrôle ;
- le rattachement des clauses d'ajustement de prix, lorsqu'elles sont des instruments financiers, aux dispositions de la norme IAS 39.

Au cours du 1^{er} semestre 2010, Crédit Agricole CIB n'a pas effectué d'opération susceptible d'être concernée par ce changement de méthode comptable.

Par ailleurs, il est rappelé que lorsque l'application anticipée de normes et interprétations est optionnelle sur une période, l'option n'est pas retenue par le Groupe, sauf mention spécifique. Ceci concerne en particulier :

- l'amendement de la norme IAS 32, issu du règlement du 23 décembre 2009 (UE n° 1293/2009), relatif au classement des émissions de droit. Cet amendement sera appliqué pour la première fois au 1er janvier 2011 ;

- l'amendement des normes IFRS 1 et IFRS 7, issu du règlement du 30 juin 2010 (UE n° 574/2010), relatif à des exemptions de fournir des informations comparatives sur les instruments financiers pour les premiers adoptants. Cet amendement sera appliqué pour la première fois au 1er janvier 2011.

Le Groupe n'attend pas d'effet significatif de ces applications sur son résultat et sa situation nette.

Les normes et interprétations publiées par l'IASB mais non encore adoptées par l'Union Européenne n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de cette adoption et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 30 juin 2010.

Les comptes consolidés intermédiaires résumés sont destinés à actualiser les informations fournies dans les comptes consolidés au 31 décembre 2009 de Crédit Agricole CIB et doivent être lus en complément de ces derniers. Aussi, seules les informations les plus significatives sur l'évolution de la situation financière et des performances de Crédit Agricole CIB sont reproduites dans ces comptes consolidés semestriels.

De par leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des comptes consolidés exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur. Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations réalisées pour les instruments financiers évalués à leur juste valeur, les participations non consolidées, les régimes de retraites et autres avantages sociaux futurs ainsi que les plans de stock-options, les dépréciations durables de titres disponibles à la vente et détenus à maturité, les dépréciations de créances irrécouvrables, les provisions, la dépréciation des écarts d'acquisition et les actifs d'impôts différés.

Note 2 : Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation au 30 juin 2010 est présenté de façon détaillée en note 10.

2.1 Evolutions du périmètre de consolidation

Les variations de périmètre entre le 1er janvier 2010 et le 30 juin 2010 sont les suivantes :

Sociétés nouvellement consolidées en 2010 :

Les entités suivantes nouvellement créées entrent dans le périmètre de consolidation :

- Crédit Agricole CIB Services Private Ltd
- Cheuvreux/CLSA/Global Portfolio Trading Pte Ltd.

Sociétés sorties du périmètre de consolidation en 2010 :

La société suivante, dont l'activité est devenue non significative, est déconsolidée :

- Chauray Contrôle SAS.

En raison de leur fusion les trois sociétés suivantes sortent du périmètre :

- CAAM Distribution AV,
- CAAM Espana Holding,
- Doumer Philemon SAS.

Enfin, du fait de l'entrée de la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche Comté dans l'actionnariat du Crédit Agricole Financement Suisse, notre pourcentage de contrôle est descendu en-dessous des seuils de consolidation par mise en équivalence ; de ce fait, cette filiale sort du périmètre de consolidation au 01/01/2010.

Changement de dénomination sociale :

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 26 août 2009 a autorisé le changement de dénomination sociale de Calyon SA qui devient Crédit Agricole CIB SA, cette nouvelle dénomination prenant effet le 6 février 2010.

Les filiales dont le changement de nom est intervenu au cours du 1^{er} semestre 2010 sont les suivantes :

- Banco Calyon Brasil devient Banco Crédit Agricole Brasil SA,
- Calyon Yatirim Bankasi Turk AS devient Crédit Agricole Yatirim Bankasi Turk AS,
- Calyon Australia Ltd devient Crédit Agricole CIB Australia Ltd,

- Calyon China Ltd devient Crédit Agricole CIB China Limited,
- Calyon Merchant Bank Asia Ltd devient Crédit Agricole CIB Merchant Bank Asia Ltd,
- Calyon Saudi Fransi Ltd devient Crédit Agricole CIB Saudi Fransi Limited,
- Calyon Rusbank SA devient Crédit Agricole CIB ZAO Russia,
- Calyon Bank Ukraine devient PJSC Crédit Agricole CIB Ukraine,
- Calyon Securities USA Inc. devient Crédit Agricole Securities USA Inc.,
- Calyon Air Finance SA devient Crédit Agricole CIB Air Finance SA,
- Calyon Capital Market Asia BV devient Crédit Agricole CIB Capital Market Asia BV,
- Calyon Holdings devient Crédit Agricole CIB Holdings Limited,
- Calyon Investments devient Crédit Agricole CIB UK IH,
- Calyon Global Partners inc. group devient Crédit Agricole CIB Global Partners inc. group,
- Calyon Securities Japan devient Crédit Agricole Securities Asia BV (Tokyo),
- Financière Immobilière Calyon devient Financière Immobilière Crédit Agricole CIB,
- Calyon Asia Shipfinance Ltd devient Crédit Agricole Asia Shipfinance Ltd.,
- Calyon Global Banking devient Crédit Agricole CIB Global Banking,
- Calyon Financial Solutions devient Crédit Agricole CIB Financial Solutions,
- Calyon CLP devient Crédit Agricole CIB LP,
- Calyon Preferred Funding LLC devient Crédit Agricole CIB Preferred Funding LLC,
- Calyon Preferred Funding II LLC devient Crédit Agricole CIB Preferred Funding II LLC.

2.2 Principales opérations externes réalisées au cours du 1^{er} semestre 2010

Aucune opération externe importante n'a eu lieu depuis le 1^{er} janvier 2010.

2.3 Les écarts d'acquisition

en millions d'euros	31.12.2009 BRUT	31.12.2009 NET	Augmentations (Acquisitions)	Diminutions (Cessions)	Pertes de valeur de la période	Ecart de conversion	Autres mouvement	30.06.2010 BRUT	30.06.2010 NET
Banque de financement et d'investissement									
Crédit Agricole Cheuvreux SA	132	132						132	132
Crédit Lyonnais Securities Asia BV	2	2						2	2
Newedge (groupe)	663	663				7		670	670
Crédit Agricole CIB	682	627						682	627
Banque privée internationale									
Crédit Agricole Suisse	301	301				23		324	324
Crédit Agricole Suisse (Bahamas)	20	20				4		24	24
Crédit Agricole Luxembourg	106	106						106	106
CA Brasil DTVM	2	2						2	2
Banque Privée en Espagne	3	3						3	3
TOTAL	1 911	1 856				34		1 945	1 890

2.4 Informations relatives aux parties liées

Les parties liées au groupe Crédit Agricole CIB sont les sociétés du groupe Crédit Agricole S.A, les sociétés du groupe Crédit Agricole CIB intégrées globalement, en proportionnelle ou mises en équivalence, ainsi que les principaux dirigeants du groupe.

Relations avec le groupe Crédit Agricole S.A.

Les encours de bilan et hors bilan restituant les opérations réalisées entre le groupe Crédit Agricole CIB et le reste du groupe Crédit Agricole S.A. sont résumés dans le tableau ci-après :

Encours en millions d'euros	30.06.2010
ACTIF	
Comptes et prêts	14 574
Instruments dérivés de transaction	25 863
PASSIF	
Comptes et emprunts	13 514
Instruments dérivés de transaction	25 501
Dettes subordonnées	8 727
Actions de préférence	448
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENTS	
Engagements de financements donnés	100
Autres garanties données	561
Autres garanties reçues	5 608

Les encours de comptes et prêts traduisent les relations de trésorerie existant entre Crédit Agricole CIB et Crédit Agricole S.A.

L'encours des instruments dérivés de transaction est pour l'essentiel représentatif des opérations de couverture de risque de taux du groupe Crédit Agricole pour lesquelles Crédit Agricole CIB assure la relation avec le marché.

L'information relative aux actions de préférence figure en note 5.9.

Relations entre les sociétés consolidées du groupe Crédit Agricole CIB

La liste des sociétés consolidées du groupe Crédit Agricole CIB est présentée en note 10.

Les transactions réalisées entre deux entités intégrées globalement sont totalement éliminées.

Les encours existants en fin de période entre les sociétés consolidées par intégration globale et les sociétés consolidées par intégration proportionnelle, ne sont éliminés qu'à hauteur de la part des tiers associés au groupe. Le solde non éliminé affecte les comptes consolidés de Crédit Agricole CIB. Au 30 juin 2010 les encours avec UBAF et Newedge non éliminés au bilan sont de :

- Prêts et créances sur les établissements de crédit : 627 millions d'euros
- Dettes envers les établissements de crédit : 1 638 millions d'euros
- Titres donnés en pension livrée : 90 millions d'euros

Note 3 : Notes relatives au compte de résultat

3.1 Produits et charges d'intérêts

en millions d'euros	30.06.2010	31.12.2009	30.06.2009
Sur opérations avec les établissements de crédit	410	1 792	1 517
Sur opérations avec la clientèle	1 718	4 204	2 434
Intérêts courus et échus sur actifs financiers disponibles à la vente	282	551	258
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	174	518	717
Sur opérations de location-financement	22	54	24
Produits d'intérêts ⁽¹⁾	2 606	7 119	4 950
Sur opérations avec les établissements de crédit	(371)	(1 819)	(1 621)
Sur opérations avec la clientèle	(361)	(1 070)	(682)
Sur dettes représentées par un titre	(397)	(1 147)	(711)
Sur dettes subordonnées	(150)	(186)	(203)
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	(224)	(605)	(1 548)
Sur opérations de location-financement	(15)	(38)	(15)
Charges d'intérêts	(1 518)	(4 865)	(4 780)

(1) dont 78 millions d'euros sur créances dépréciées individuellement au 30 juin 2010 contre 186 millions d'euros au 31 décembre 2009 et 172 millions d'euros au 30 juin 2009.

3.2 Commissions nettes

en millions d'euros	30.06.2010			31.12.2009			30.06.2009		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	40	(18)	22	74	(88)	(14)	90	(80)	10
Sur opérations avec la clientèle	194	(30)	164	379	(41)	338	218	(20)	198
Sur opérations sur titres (y compris courtage)	554	(217)	337	1 007	(405)	602	539	(186)	353
Sur opérations de change	5	(5)		12	(11)	1	6	(6)	
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan (y compris courtage)	900	(354)	546	1 723	(797)	926	876	(378)	498
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	208	(41)	167	395	(108)	287	154	(42)	112
Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues	39	(6)	33	70	(11)	59	35	(5)	30
Produits nets des commissions	1 940	(671)	1 269	3 660	(1 461)	2 199	1 918	(717)	1 201

3.3 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

en millions d'euros	30.06.2010	31.12.2009	30.06.2009
Dividendes reçus	111	52	
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par nature	(65)	(247)	(204)
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par option	5	25	3
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	499	109	966
Résultat de la comptabilité de couverture		(1)	(1)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	550	(62)	764

L'évolution du spread émetteur a engendré un produit en PNB de 55 millions d'euros au 30 juin 2010 contre une charge de -504 millions d'euros au 31 décembre 2009 et -132 millions d'euros

au 30 juin 2009 sur les émissions structurées évaluées à la juste valeur.

Profit net ou perte nette résultant de la comptabilité de couverture

en millions d'euros	30.06.2010		
	Profits	Pertes	Net
Couvertures de juste valeur			
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	230	(211)	19
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	211	(230)	(19)
Couvertures de flux de trésorerie			
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			
Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger			
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers			
Variations de juste valeur des éléments couverts	48	(63)	(15)
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	63	(48)	15
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt			
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace			
Total résultat de la comptabilité de couverture	552	(552)	

en millions d'euros	31.12.2009		
	Profits	Pertes	Net
Couvertures de juste valeur			
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	390	(379)	11
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	379	(391)	(12)
Couvertures de flux de trésorerie			
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			
Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger			
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers			
Variations de juste valeur des éléments couverts	40	(28)	12
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	28	(40)	(12)
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt			
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace			
Total résultat de la comptabilité de couverture	837	(838)	(1)

en millions d'euros	30.06.2009		
	Profits	Pertes	Net
Couvertures de juste valeur			
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	295	(207)	88
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	206	(295)	(89)
Couvertures de flux de trésorerie			
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			
Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger			
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers			
Variations de juste valeur des éléments couverts	37	(29)	8
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	29	(37)	(8)
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt			
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace			
Total résultat de la comptabilité de couverture	567	(568)	(1)

2 ● Comptes consolidés au 30 juin 2010

3.4 Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente

en millions d'euros	30.06.2010	31.12.2009	30.06.2009
Dividendes reçus	29	55	35
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente *	9	46	25
Pertes sur titres dépréciés durablement (titres de capitaux propres)	(4)	(23)	(10)
Plus ou moins values de cessions réalisées sur prêts et créances	(14)	(20)	(7)
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	20	58	43

* Hors résultat de cession sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés durablement mentionnés en note 3.8.

3.5 Produits et charges nets des autres activités

en millions d'euros	30.06.2010	31.12.2009	30.06.2009
Autres produits nets de l'activité d'assurance	3	4	1
Variation des provisions techniques des contrats d'assurance	(1)	3	
Produits nets des immeubles de placement		1	
Autres produits (charges) nets	(6)	(29)	(17)
Produits (charges) des autres activités	(4)	(21)	(16)

3.6 Charges générales d'exploitation

en millions d'euros	30.06.2010	31.12.2009	30.06.2009
Charges de personnel	(1 195)	(2 201)	(1 082)
Impôts et taxes	(17)	(49)	(26)
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	(578)	(1 062)	(523)
Charges d'exploitation	(1 790)	(3 312)	(1 631)

Détail des charges de personnel

en millions d'euros	30.06.2010	31.12.2009	30.06.2009
Salaires et traitements ⁽¹⁾	(936)	(1 700)	(846)
Autres charges sociales	(200)	(427)	(204)
Intéressement et participation	(15)	(1)	(8)
Impôts et taxes sur rémunération	(44)	(73)	(24)
Total charges de personnel	(1 195)	(2 201)	(1 082)

(1) Dont charges sur plans de stock-options pour 4,7 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010 contre 12,4 millions d'euros au 31 décembre 2009 et 6,2 millions d'euros au 1^{er} semestre 2009.

3.7 Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

en millions d'euros	30.06.2010	31.12.2009	30.06.2009
Dotations aux amortissements	(78)	(161)	(79)
- immobilisations corporelles	(52)	(111)	(53)
- immobilisations incorporelles	(26)	(50)	(26)
Dotations aux dépréciations	1	2	1
- immobilisations corporelles	1	2	1
- immobilisations incorporelles			
Total	(77)	(159)	(78)

3.8 Coût du risque

en millions d'euros	30.06.2010	31.12.2009	30.06.2009
Dotations aux provisions et aux dépréciations	(344)	(1 922)	(956)
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe		(46)	(46)
Prêts et créances	(308)	(1 694)	(822)
Autres actifs	(1)	(6)	
Engagements par signature	(5)	(157)	(74)
Risques et charges	(30)	(19)	(14)
Reprises de provisions et de dépréciations	133	165	112
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe			
Prêts et créances	107	56	21
Autres actifs	2		
Engagements par signature	7	6	4
Risques et charges	17	103	87
Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions	(211)	(1 757)	(844)
Plus ou moins-values de cession réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés durablement			
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	(164)	(46)	(28)
Récupérations sur prêts et créances amorties	15	44	14
Pertes sur engagements par signature	(42)		
Autres pertes	(3)	(10)	(4)
Coût du risque	(405)	(1 769)	(862)

3.9 Gains ou pertes nets sur autres actifs

en millions d'euros	30.06.2010	31.12.2009	30.06.2009
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	1	2	2
Plus-values de cession	1	4	2
Moins-values de cession		(2)	
Titres de capitaux propres consolidés		20	13
Plus-values de cession		21 ⁽¹⁾	13
Moins-values de cession		(1)	
Gains ou pertes sur autres actifs	1	22	15

(1) Dont 11,3 millions d'euros sur la cession de CASAM à Crédit Agricole SA au 2ème trimestre 2009 et 6,7 millions d'euros sur la cession de CPR Online à une filiale des Caisses Régionales du Crédit Agricole au 3ème trimestre 2009.

3.10 Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Est présenté ci-dessous le détail des produits et charges comptabilisés de la période, net d'impôts.

en millions d'euros	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			Total des gains / pertes comptabilisés directement en capitaux propres hors QP des entités mises en équivalence	Quote part des gains/pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence	Total
	Liés aux écarts de conversion	Variation de juste valeur des actifs disponibles à la vente ⁽¹⁾	Variation de juste valeur des dérivés de couverture			
Variation de juste valeur		(30)	53	23		23
Transfert en compte de résultat		(7)		(7)		(7)
Variation de l'écart de conversion	278			278		278
Quote-part de gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence					200	200
Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1^{er} semestre 2010 (part du Groupe)	278	(37)	53	294	200	494
Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1^{er} semestre 2010 (part minoritaire)	80		2	82		82
Total gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1^{er} semestre 2010 ⁽¹⁾	358	(37)	55	376	200	576

Variation de juste valeur		132	53	185		185
Transfert en compte de résultat		5		5		5
Variation de l'écart de conversion	(41)			(41)		(41)
Quote part de gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence					(33)	(33)
Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres exercice 2009 (part du Groupe)	(41)	137	53	149	(33)	116
Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres exercice 2009 (part minoritaire)	(4)	(1)	1	(4)		(4)
Total gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres exercice 2009 ⁽¹⁾	(45)	136	54	145	(33)	112

Variation de juste valeur		88	24	112		112
Transfert en compte de résultat		11		11		11
Variation de l'écart de conversion	(49)			(49)		(49)
Quote-part de gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence					(11)	(11)
Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1^{er} semestre 2009 (part du Groupe)	(49)	99	24	74	(11)	63
Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1^{er} semestre 2009 (part minoritaire)	7			7		7
Total gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1^{er} semestre 2009 ⁽¹⁾	(42)	99	24	81	(11)	70

(1) les données «total des gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs disponibles à la vente» se décomposent comme suit :

	30.06.2010	31.12.2009	30.06.2009
Montant brut	(58)	213	135
Impôt	21	(77)	(36)
Total net	(37)	136	99

Note 4 : Informations sectorielles

Définition des secteurs d'activité

La définition des métiers de Crédit Agricole CIB est conforme à la nomenclature en usage au sein du groupe Crédit Agricole SA.

Présentation des pôles métiers

Le portefeuille d'activités s'articule autour de cinq pôles.

La banque de financement comprend les métiers de banque commerciale en France et à l'international et de financements structurés : financements de projets, financements aéronautiques, financements maritimes, financements d'acquisition, financements immobiliers, commerce international.

La banque de marchés et d'investissement réunit les activités de marchés de capitaux (trésorerie, change, commodities, dérivés

de taux, marchés de la dette et dérivés actions), celles de banque d'investissement (conseil en fusions & acquisitions et primaire actions) ainsi que les activités de courtage sur actions réalisées par CA Cheuvreux et CLSA et sur futures par Newedge.

Depuis la mise en œuvre du plan de recentrage en septembre 2008, les activités en extinction ont été isolées dans un pôle distinct. Il regroupe les dérivés exotiques actions, les activités de corrélation et les portefeuilles de CDO, CLO, ABS.

Ces trois pôles constituent la quasi-totalité du pôle Banque de Financement et d'Investissement de Crédit Agricole SA.

Crédit Agricole CIB est également présent dans le domaine de la banque privée à l'international au travers de ses implantations en Suisse, au Luxembourg, à Monaco, en Espagne et au Brésil.

La gestion pour compte propre et divers reprend les éléments non opérationnels des métiers précédents.

Information sectorielle par pôle d'activité

	30.06.2010						Total
	Banque de financement	Banque de marchés et d'investissement	Activités en extinction	Total Banque de financement et d'Investissement	Banque privée à l'international	Gestion pour compte propre et divers	
en millions d'euros							
Produit net bancaire	1 287	1 671	(303)	2 655	271	(3)	2 923
Charges de fonctionnement	(412)	(1 208)	(52)	(1 672)	(190)	(5)	(1 867)
Résultat brut d'exploitation	875	463	(355)	983	81	(8)	1 056
Coût du risque	(157)	(28)	(216)	(401)	(4)		(405)
Résultat d'exploitation	718	435	(571)	582	77	(8)	651
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	72	1		73			73
Gains ou pertes nets sur autres actifs	1			1			1
Résultat avant impôt	791	436	(571)	656	77	(8)	725
Impôts sur les bénéfices	(221)	(137)	181	(177)	(14)	(5)	(196)
Résultat net de l'exercice	570	299	(390)	479	63	(13)	529
Intérêts minoritaires	(14)	(3)		(17)	(4)		(21)
Résultat net part du groupe	556	296	(390)	462	59	(13)	508

2 • Comptes consolidés au 30 juin 2010

31.12.2009							
en millions d'euros	Banque de financement	Banque de marchés et d'investissement	Activités en extinction	Total Banque de financement et d'Investissement	Banque privée à l'international	Gestion pour compte propre et divers	Total
Produit net bancaire	1 928	3 219	(1 347)	3 800	487	141	4 428
Charges de fonctionnement	(775)	(2 204)	(124)	(3 103)	(356)	(12)	(3 471)
Résultat brut d'exploitation	1 153	1 015	(1 471)	697	131	129	957
Coût du risque	(931)	(96)	(737)	(1 764)	(5)		(1 769)
Résultat d'exploitation	222	919	(2 208)	(1 067)	126	129	(812)
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	117			117			117
Gains ou pertes nets sur autres actifs	5	7 ⁽¹⁾		12		10 ⁽²⁾	22
Résultat avant impôt	344	926	(2 208)	(938)	126	139	(673)
Impôts sur les bénéfices	(61)	(209)	719	449	(22)	(46)	381
Résultat net de l'exercice	283	717	(1 489)	(489)	104	93	(292)
Intérêts minoritaires	(26)	(7)		(33)	(6)		(39)
Résultat net part du groupe	257	710	(1 489)	(522)	98	93	(331)

(1) Dont 6,7 millions d'euros de plus values dégagées sur la cession de CPR Online à une filiale des Caisses Régionales du Crédit Agricole.

(2) Dont 11,3 millions d'euros de plus values dégagées sur la cession de CASAM à Crédit Agricole SA.

30.06.2009							
en millions d'euros	Banque de financement	Banque de marchés et d'investissement	Activités en extinction	Total Banque de financement et d'Investissement	Banque privée à l'international	Gestion pour compte propre et divers	Total
Produit net bancaire	874	2 032	(962)	1 944	244	(26)	2 162
Charges de fonctionnement	(384)	(1 085)	(60)	(1 529)	(174)	(6)	(1 709)
Résultat brut d'exploitation	490	947	(1 022)	415	70	(32)	453
Coût du risque	(492)	(55)	(310)	(857)	(5)		(862)
Résultat d'exploitation	(2)	892	(1 332)	(442)	65	(32)	(409)
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	70			70			70
Gains ou pertes nets sur autres actifs	3			3		12	15
Résultat avant impôt	71	892	(1 332)	(369)	65	(20)	(324)
Impôts sur les bénéfices	(8)	(255)	430	167	(12)	3	158
Résultat net de l'exercice	63	637	(902)	(202)	53	(17)	(166)
Intérêts minoritaires	(15)	(3)		(18)	(3)		(21)
Résultat net part du groupe	48	634	(902)	(220)	50	(17)	(187)

Note 5 : Notes relatives au bilan

5.1 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

en millions d'euros	30.06.2010	31.12.2009
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	492 165	384 660
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	123	100
Valeur au bilan	492 288	384 760
<i>dont titres prêtés</i>	2 236	674

Actifs financiers détenus à des fins de transaction

en millions d'euros	30.06.2010	31.12.2009
Créances sur la clientèle ⁽¹⁾	369	318
Titres reçus en pension livrée	57 526	37 976
Titres détenus à des fins de transaction	77 285	79 461
- Effets publics et valeurs assimilées	43 694	37 878
- Obligations et autres titres à revenu fixe ⁽²⁾	20 351	29 424
- Actions et autres titres à revenu variable ⁽³⁾	13 240	12 159
Instruments dérivés	356 985	266 905
Valeur au bilan	492 165	384 660

(1) Dont crédits en cours de syndication

(2) Y compris les OPCVM monétaires et obligataires

(3) Y compris les OPCVM actions

Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

en millions d'euros	30.06.2010	31.12.2009
Titres à la juste valeur par résultat sur option	123	100
- Obligations et autres titres à revenu fixe ⁽¹⁾	16	14
- Actions et autres titres à revenu variable ⁽²⁾	107	86
Valeur au bilan	123	100

(1) Y compris les OPCVM monétaires et obligataires

(2) Y compris les OPCVM actions

Passifs financiers à la juste valeur par résultat

en millions d'euros	30.06.2010	31.12.2009
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	487 571	379 669
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		
Valeur au bilan	487 571	379 669

Passifs financiers détenus à des fins de transaction

en millions d'euros	30.06.2010	31.12.2009
Titres vendus à découvert	34 424	28 694
Titres donnés en pension livrée	67 263	55 160
Dettes représentées par un titre	31 284	29 731
Instruments dérivés	354 600	266 084
Valeur au bilan	487 571	379 669

5.2 Gains et pertes latents sur actifs financiers disponibles à la vente

en millions d'euros	30.06.2010			31.12.2009		
	Juste valeur	Gains comptabilisés directement en capitaux propres	Pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Juste valeur	Gains comptabilisés directement en capitaux propres	Pertes comptabilisés directement en capitaux propres
Effets publics et valeurs assimilées	8 756	6	55	10 961	18	5
Obligations et autres titres à revenu fixe	11 940	76	82	10 989	75	82
Actions et autres titres à revenu variable	664	72	19	460	67	17
Titres de participation non consolidés	689	185	11	665	190	15
Créances disponibles à la vente						
Créances rattachées	133			143		
Valeur au bilan des actifs financiers disponibles à la vente	22 182	339	167	23 218	350	119
Impôts		(46)	(46)		(53)	(31)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs financiers disponibles à la vente (net d'impôts)	22 182	293	121	23 218	297	88

5.3 Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle

Prêts et créances sur les établissements de crédit

en millions d'euros	30.06.2010	31.12.2009
Etablissements de crédit		
Comptes et prêts	42 219	26 584
dont comptes ordinaires débiteurs sains	7 267	9 251
dont comptes et prêts au jour le jour sains	10 878	1 763
Valeurs reçues en pension	186	144
Titres reçus en pension livrée	43 698	38 470
Prêts subordonnés	32	30
Titres non cotés sur un marché actif	952	944
Autres prêts et créances	3	3
Total	87 090	66 175
Créances rattachées	130	164
Dépréciations	(542)	(465)
Valeur au bilan	86 678	65 874

Prêts et créances sur la clientèle

en millions d'euros	30.06.2010	31.12.2009
Opérations avec la clientèle		
Créances commerciales	9 121	9 234
Autres concours à la clientèle	102 613	94 794
Titres reçus en pension livrée	40 432	32 593
Prêts subordonnés	449	459
Titres non cotés sur un marché actif	9 208	8 872
Avances en comptes courants d'associés	62	3
Comptes ordinaires débiteurs	6 319	5 876
Total	168 204	151 831
Créances rattachées	512	468
Dépréciations	(3 961)	(3 625)
Valeur nette	164 755	148 674
Opérations de location financement		
Location-financement immobilier	362	356
Location-financement mobilier, location simple et opérations assimilées	107	
Total	469	356
Créances rattachées	3	3
Valeur nette	472	359
Valeur au bilan	165 227	149 033

Au cours du 1^{er} semestre 2010, Crédit Agricole CIB a apporté 6 186 millions d'euros de créances en garantie dans le cadre de la participation du Groupe Crédit Agricole aux refinancements accordés par la Société de Financement de l'Economie Française (SFEF), contre 5 383 millions d'euros en 2009. Crédit Agricole CIB conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

Par ailleurs, au cours du 1^{er} semestre 2010, Crédit Agricole CIB a apporté 4 202 millions d'euros de créances à la Banque de France dans le cadre de son refinancement.

Au 30 juin 2010, Crédit Agricole CIB n'a effectué aucun tirage des lignes de refinancement ainsi obtenues.

Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par agent économique

en millions d'euros	30.06.2010			Total
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	
Administrations centrales	4 629	80	(79)	4 550
Etablissements de crédit	87 090	592	(489)	86 601
Institutions non établissements de crédit	40 234	847	(512)	39 722
Grandes entreprises	117 673	2 211	(873)	116 800
Clientèle de détail	6 137	983	(60)	6 077
Total *	255 763	4 713	(2 013)	253 750
Créances rattachées nettes				432
Dépréciations sur base collective				(2 277)
Valeurs au bilan				251 905

* Dont encours clientèle sains restructurés (non dépréciés) pour 574 millions d'euros.

en millions d'euros	31.12.2009			Total
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	
Administrations centrales	3 270	74	(73)	3 197
Etablissements de crédit	66 175	573	(414)	65 761
Institutions non établissements de crédit	15 125	389	(127)	14 998
Grandes entreprises	128 591	2 778	(1 050)	127 541
Clientèle de détail	5 201	1 005	(70)	5 131
Total *	218 362	4 819	(1 734)	216 628
Créances rattachées nettes				442
Dépréciations sur base collective				(2 163)
Valeurs au bilan				214 907

* Dont encours clientèle sains restructurés (non dépréciés) pour 558 millions d'euros.

5.4 Dépréciations inscrites en déduction des actifs financiers

en millions d'euros	31.12.2009	Variations de périmètre	Dotations	Reprises et utilisations	Ecart de conversion	Autres mouvements	30.06.2010
Créances sur les établissements de crédit	465		55	(31)	54	(1)	542
Créances sur la clientèle	3 625	(7)	288	(359)	359	55	3 961
<i>dont dépréciations collectives</i>	<i>2 163</i>			<i>(91)</i>	<i>205</i>		<i>2 277</i>
Actifs disponibles à la vente	565		7	(34)	42	2	582
Autres actifs financiers	41		3	(3)	2	(3)	40
Total des dépréciations d'actifs financiers	4 696	(7)	353	(427)	457	53	5 125

5.5 Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Dettes envers les établissements de crédit

en millions d'euros	30.06.2010	31.12.2009
Comptes et emprunts	61 391	48 394
dont comptes ordinaires créditeurs	4 460	4 211
dont comptes et emprunts au jour le jour	10 974	6 867
Titres donnés en pension livrée	22 592	21 013
Total	83 983	69 407
Dettes rattachées	66	67
Valeur au bilan	84 049	69 474

Dettes envers la clientèle

en millions d'euros	30.06.2010	31.12.2009
Comptes ordinaires créditeurs	31 507	24 965
Autres dettes envers la clientèle	64 773	62 092
Titres donnés en pension livrée	46 786	35 613
Total	143 066	122 670
Dettes rattachées	167	166
Valeur au bilan	143 233	122 836

5.6 Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

en millions d'euros	30.06.2010	31.12.2009
Dettes représentées par un titre		
Bons de caisse	38	32
Titres de créances négociables	63 573	63 726
Emprunts obligataires	191	186
Autres dettes représentées par un titre		
Total	63 802	63 944
Dettes rattachées	60	61
Valeur au bilan	63 862	64 005
Dettes subordonnées		
Dettes subordonnées à durée déterminée	3 891	3 563
Dettes subordonnées à durée indéterminée	5 163	4 460
Total	9 054	8 023
Dettes rattachées	90	6
Valeur au bilan	9 144	8 029

5.7 Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

en millions d'euros	31.12.2009	Variations de périmètre	Augmentation (acquisitions, regroupement d'entreprises)	Diminutions (cessions et échéances)	Ecarts de conversion	Autres mouvements	30.06.2010
Immobilisations corporelles							
Valeur brute	1 509		33	(13)	92	1	1 622
Amortissements et dépréciations ⁽¹⁾	(795)		(52)	13	(53)	(1)	(888)
Valeur au bilan	714		(19)		39		734
Immobilisations incorporelles							
Valeur brute	477		22	(4)	29		524
Amortissements et dépréciations	(309)		(26)	3	(18)		(350)
Valeur au bilan	168		(4)	(1)	11		174

(1) Y compris amortissements sur immobilisations données en location simple

5.8 Provisions

en millions d'euros	31.12.2009	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecarts de conversion	Autres mouvements	30.06.2010
Risques d'exécution des engagements par signature	313		5	(243)	(7)	1	(50)	19
Engagements sociaux (retraites) et assimilés	432		31	(84)	(6)	23		396
Litiges divers	358		54	(7)	(17)	18		406
Autres risques	72		9	(3)	(2)	3		79
Total	1 175		99	(337)	(32)	45	(50)	900

5.9 Capitaux propres

▲ Composition du capital au 30 juin 2010

Au 30 juin 2010, la répartition du capital et des droits de vote est la suivante :

	Nombre d'actions au 30.06.2010	% du capital	% des droits de vote
Actionnaires de Crédit Agricole CIB			
Crédit Agricole S.A.	218 290 364	97,33%	97,33%
SACAM développement ⁽²⁾	5 002 014	2,23%	2,23%
Delfinances ⁽¹⁾	985 562	0,44%	0,44%
Personnes physiques	17	ns	ns
Total	224 277 957	100,00%	100,00%

(1) détenu par le groupe Crédit Agricole S.A.

(2) détenu par le groupe Crédit Agricole

La valeur nominale des actions est de 27 euros. Ces actions sont entièrement libérées.

▲ Actions de préférence

Entité émettrice	Date d'émission	Montant de l'émission en millions de dollars	30.06.2010 en millions d'euros	31.12.2009 en millions d'euros
Crédit Agricole CIB Preferred Funding LLC	déc-98	230	187	160
Crédit Agricole CIB Preferred Funding II LLC	juin-02	320	261	222
		550	448	382

✦ Résultat par action

	30.06.2010	31.12.2009
Résultat net pour le calcul du résultat par action (en millions d'euros)	508	(331)
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice	224 277 957	180 930 175
Nombre d'actions potentielles dilutives		
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le calcul du résultat dilué par action	224 277 957	180 930 175
Résultat de base par action (en euros)	2,27	(1,83)
Résultat dilué par action (en euros)	2,27	(1,83)

✦ Dividendes

Année de rattachement du dividende	Montant net en millions d'euros
2005	1 551
2006	2 049
2007	-
2008	-
2009	-

Au titre de l'exercice 2009, l'Assemblée Générale de Crédit Agricole CIB du 11 mai 2010 n'a pas proposé de dividende.

Note 6 : Engagements de financement et de garantie

Engagements donnés et reçus

en millions d'euros	30.06.2010	31.12.2009
ENGAGEMENTS DONNES	170 861	159 102
Engagements de financement	125 125	111 157
Engagements en faveur d'établissements de crédit	17 900	13 670
Engagements en faveur de la clientèle	107 225	97 487
Ouverture de crédits confirmés	106 493	95 628
- Ouverture de crédits documentaires	8 356	9 020
- Autres ouvertures de crédits confirmés	98 137	86 608
Autres engagements en faveur de la clientèle	732	1 859
Engagements de garantie	45 736	47 945
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	7 006	13 409
Confirmations d'ouverture de crédits documentaires	2 590	2 609
Autres garanties	4 417	10 800
Engagements d'ordre de la clientèle	38 730	34 536
Cautions immobilières	1 805	2 030
Garanties financières	7 281	6 207
Autres garanties d'ordre de la clientèle	29 643	26 299
ENGAGEMENTS RECUS	135 869	130 721
Engagements de financement	18 347	24 697
Engagements reçus d'établissements de crédit	16 942	24 173
Engagements reçus de la clientèle	1 405	524
Engagements de garantie	117 522	106 024
Engagements reçus d'établissements de crédit	10 511	11 093
Engagements reçus de la clientèle	107 011	94 931
Garanties reçues des administrations publiques et assimilées	21 552	17 135
Autres garanties reçues	85 459	77 796

Note 7 : Reclassements d'instruments financiers

Conformément à l'amendement de la norme IAS 39 publié et adopté par l'Union européenne en octobre 2008, il est désormais autorisé d'opérer les reclassements suivants :

- des catégories « actifs financiers détenus à des fins de transaction » et « actifs financiers disponibles à la vente » vers la catégorie « prêts et créances », si l'entité a désormais l'intention et la capacité de conserver l'actif financier concerné dans un avenir prévisible ou jusqu'à l'échéance et si les critères

d'éligibilité à cette catégorie sont respectés à la date de transfert (notamment actif financier non coté sur un marché actif) ;

- dans le cas de circonstances rares et documentées, de la catégorie « actifs financiers détenus à des fins de transaction » vers les catégories « actifs financiers disponibles à la vente » ou « actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance », si les critères d'éligibilité sont respectés à la date de transfert pour chacun de ces deux postes.

Principes retenus par Crédit Agricole CIB

Les reclassements hors de la catégorie « actifs financiers détenus à des fins de transaction », ont été décidés puis réalisés dans le respect des conditions fixées par l'amendement IAS 39 adopté par l'Union européenne le 15 octobre 2008. Ils ont été inscrits

dans leur nouvelle catégorie comptable pour leur juste valeur à la date du reclassement.

Reclassements effectués par Crédit Agricole CIB

En application de l'amendement de la norme IAS 39 publié et adopté par l'Union européenne en octobre 2008, Crédit Agricole CIB a réalisé en 2010, comme elle l'avait fait en 2008 et 2009, des

reclassements tels que permis par l'amendement de la norme IAS 39. Les informations sur ces reclassements sont données ci-dessous.

▲ Nature, justification et montant des reclassements opérés

Crédit Agricole CIB a opéré au cours du premier semestre 2010 des reclassements des catégories « actifs financiers à la juste valeur par résultat » vers la catégorie « prêts et créances » pour les actifs financiers pour lesquels Crédit Agricole CIB a changé d'intention de gestion, qui est désormais de conserver ces actifs financiers dans un avenir prévisible, et non plus de les céder à court terme.

Ces reclassements opérés au cours de la période concernent des opérations de syndication.

La valeur de reclassement, à cette date, des reclassements effectués au cours du premier semestre 2010 est reprise dans le tableau ci-dessous, de même que les valeurs à la clôture de ces actifs financiers transférés ainsi que des actifs transférés antérieurement et toujours à l'actif de Crédit Agricole CIB au 30 juin 2010 :

en millions d'euros	Total actifs reclassés		Actifs reclassés en 2010			Actifs reclassés antérieurement		Actifs reclassés antérieurement	
	Valeur au bilan 30.06.2010	Valeur de marché estimée 30.06.2010	Valeur de reclassement	Valeur au bilan 30.06.2010	Valeur de marché estimée 30.06.2010	Valeur au bilan 30.06.2010	Valeur de marché estimée 30.06.2010	Valeur au bilan 31.12.2009	Valeur de marché estimée 31.12.2009
Actifs financiers à la juste valeur par résultat transférés en prêts et créances	8 724	8 023	134	134	134	8 590	7 889	8 904	8 097

✧ Variation de juste valeur comptabilisée en résultat relative aux actifs reclassés

La variation de juste valeur comptabilisée en résultat relative aux actifs reclassés au cours du 1^{er} semestre 2010 est reprise dans le tableau ci-dessous.

Variation de juste valeur comptabilisée		
en millions d'euros	Au 1 ^{er} semestre 2010, à la date de reclassement	En 2009
Actifs financiers à la juste valeur par résultat transférés en prêts et créances	-	(2)

✧ Contribution des actifs transférés au résultat depuis le reclassement

L'impact en résultat des actifs transférés se décompose comme suit :

Impact résultat avant impôt, depuis le reclassement								
en millions d'euros	Actifs reclassés au 1 ^{er} semestre 2010		Actifs reclassés antérieurement à 2010					
	Impact 30/06/2010		Impact cumulé au 31/12/2009		Impact au 1 ^{er} semestre 2010		Impact cumulé au 30/06/2010	
	Produits et charges réellement comptabilisés	Si l'actif avait été conservé dans son ancienne catégorie (variation de juste valeur)	Produits et charges réellement comptabilisés	Si l'actif avait été conservé dans son ancienne catégorie (variation de juste valeur)	Produits et charges réellement comptabilisés	Si l'actif avait été conservé dans son ancienne catégorie (variation de juste valeur)	Pro- duits et charges réellement compta- bilisés	Si l'actif avait été conservé dans son ancienne catégorie (variation de juste valeur)
Actifs financiers à la juste valeur par résultat transférés en prêts et créances	-	0	(19)	(836)	(116)	(29)	(135)	(865)

✧ Informations complémentaires

A la date de reclassement, les actifs financiers reclassés sur 2010 présentent des taux d'intérêt effectifs compris entre 0,7% et 5,15% avec des flux de trésorerie futurs non actualisés estimés à 138 millions d'euros.

Note 8 : Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur d'un instrument financier est le montant pour lequel un actif pourrait être échangé ou une dette réglée entre des parties avisées, consentantes dans une transaction conclue à des conditions normales.

Les montants de juste valeur indiqués ci-dessous représentent les estimations effectuées à la date d'arrêté. Celles-ci sont susceptibles de changer dans d'autres périodes en raison de l'évolution des conditions de marché ou d'autres facteurs.

Les calculs effectués représentent la meilleure estimation qui puisse être faite. Elle se base sur un certain nombre d'hypothèses.

Dans la mesure où ces modèles présentent des incertitudes, les justes valeurs retenues peuvent ne pas se matérialiser lors de la vente réelle ou du règlement immédiat des instruments financiers concernés.

Dans la pratique, et dans une logique de continuité de l'activité, l'ensemble de ces instruments financiers pourrait ne pas faire l'objet d'une réalisation immédiate pour la valeur estimée ci-dessous.

8.1 Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti

en millions d'euros	30.06.2010		31.12.2009	
	Valeur au bilan	Valeur de marché estimée	Valeur au bilan	Valeur de marché estimée
Actifs				
Prêts et créances sur les établissements de crédit	86 678	86 660	65 874	65 829
Prêts et créances sur la clientèle	165 227	164 260	149 033	147 878
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance				
Passifs				
Dettes envers les établissements de crédit	84 049	84 049	69 474	69 474
Dettes envers la clientèle	143 233	143 233	122 836	122 836
Dettes représentées par un titre	63 862	63 867	64 005	64 027
Dettes subordonnées	9 144	9 144	8 029	8 029

Dans un certain nombre de cas, les valeurs de marché se rapprochent de la valeur comptable. Il s'agit notamment :

- des actifs ou passifs à taux variables pour lesquels les changements d'intérêts n'ont pas d'influence notable sur la juste valeur, car les taux de ces instruments s'ajustent fréquemment aux taux du marché ;
- des actifs ou passifs à court terme pour lesquels nous considérons que la valeur de remboursement est proche de la valeur de marché ;

- des passifs exigibles à vue ;
- des opérations pour lesquelles il n'existe pas de données fiables observables.

8.2 Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur

✧ Répartition des instruments financiers à la juste valeur par modèle de valorisation

Actifs financiers valorisés à la juste valeur

Les montants présentés sont y compris créances rattachées et nets de dépréciation

en millions d'euros	Total 30.06.2010	prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3	Total 31.12.2009	prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	492 165	81 456	397 084	13 625	384 660	80 977	292 725	10 958
Créances sur la clientèle	369		369		318		318	
Titres reçus en pension livrée	57 526		57 526		37 976		37 976	
Titres détenus à des fins de transaction	77 285	72 857	3 709	719	79 461	73 621	5 068	772
Effets publics et valeurs assimilées	43 694	43 694			37 878	37 878		
Obligations et autres titres à revenu fixe	20 351	16 596	3 036	719	29 424	25 054	3 598	772
Actions et autres titres à revenu variable	13 240	12 567	673		12 159	10 689	1 470	
Instruments dérivés	356 985	8 599	335 480	12 906	266 905	7 356	249 363	10 186
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	123	16	107		100	14	86	
Titres à la juste valeur par résultat sur option	123	16	107		100	14	86	
Obligations et autres titres à revenu fixe	16	16			14	14		
Actions et autres titres à revenu variable	107		107		86		86	
Actifs financiers disponibles à la vente	22 182	18 488	3 694		23 218	20 272	2 946	
Effets publics et valeurs assimilées	8 817	8 817			11 024	11 024		
Obligations et autres titres à revenu fixe	12 011	9 137	2 874		11 069	8 887	2 182	
Actions et autres titres à revenu variable	1 354	534	820		1 125	361	764	
Instruments dérivés de couverture	2 155		2 155		1 371		1 371	
Total actifs financiers valorisés à la juste valeur	516 625	99 960	403 040	13 625	409 349	101 263	297 128	10 958

2 ● Comptes consolidés au 30 juin 2010

Passifs financiers valorisés à la juste valeur

Les montants présentés sont y compris dettes rattachées

en millions d'euros	Total 30.06.2010	prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3	Total 31.12.2009	prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	487 571	8 986	469 839	8 746	379 669	7 557	364 846	7 266
Titres vendus à découvert	34 424		34 424		28 694		28 694	
Titres donnés en pension livrée	67 263		67 263		55 160		55 160	
Dettes représentées par un titre	31 284		31 284		29 731		29 731	
Instruments dérivés	354 600	8 986	336 868	8 746	266 084	7 557	251 261	7 266
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option								
Instruments dérivés de couverture	1 234		1 234		798		798	
Total passifs financiers valorisés à la juste valeur	488 805	8 986	471 073	8 746	380 467	7 557	365 644	7 266

8.3 Evaluation de l'impact de la prise en compte de la marge à l'origine (day one)

en millions d'euros	30.06.2010	31.12.2009
Marge différée au 1^{er} janvier	297	361
Marge différée générée par les nouvelles transactions de l'année	28	93
Comptabilisé en résultat durant la période		
Amortissement et transactions annulées/remboursées/échues	(52)	(157)
Effet des paramètres ou produits devenus observables pendant l'année		
Marge différée en fin de période	273	297

Note 9 : Evénements postérieurs à la clôture

Pas d'événement significatif intervenu après la clôture.

Note 10 : Périmètre de consolidation au 30 juin 2010

Liste des filiales, co-entreprises et entreprises associées	(a)	Implantation	Méthode	% de contrôle		% d'intérêt	
				30/06/2010	31/12/2009	30/06/2010	31/12/2009
Société mère							
Crédit Agricole CIB SA		France	mère	100,00	100,00	100,00	100,00
Etablissements bancaires et financiers							
Banco Crédito Agricole Brasil SA	N	Brésil	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Banque Saudi Fransi - BSF		Arabie Saoudite	mise en équivalence	31,11	31,11	31,11	31,11
Calyon Algérie		Algérie	intégration globale	100,00	99,99	100,00	99,99
Calyon Bank Polska SA		Pologne	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole Yatirim Bankasi Turk AS	N	Turquie	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole CIB Australia Limited	N	Australie	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole CIB China Limited	N	Chine	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole CIB Merchant Bank Asia Ltd	N	Singapour	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole CIB Saudi Fransi Limited	N	Arabie Saoudite	intégration proportionnelle	55,00	55,00	55,00	55,00
Crédit Agricole CIB Services Private Limited	E	Inde	intégration globale	100,00		100,00	
Crédit Agricole CIB ZAO Russia	N	Russie	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole Financement (Suisse)	ns	Suisse	mise en équivalence	0,00	20,00	0,00	20,00
Crédit Agricole Luxembourg		Luxembourg	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole Suisse		Suisse	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole Suisse (Bahamas)		Bahamas	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Foncier de Monaco		Monaco	intégration globale	70,13	70,13	68,95	68,95
Finanziaria Indosuez International Ltd		Suisse	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
LF Investments LP		Etats-Unis	intégration globale	99,00	99,00	99,00	99,00
Newedge (groupe)		France	intégration proportionnelle	50,00	50,00	50,00	50,00
PJSC Crédit Agricole CIB Ukraine	N	Ukraine	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
UBAF		France	intégration proportionnelle	47,01	47,01	47,01	47,01
Sociétés de bourse							
Crédit Agricole Securities (USA) Inc	N	Etats-Unis	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole Cheuvreux North America, Inc		Etats-Unis	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole Cheuvreux Espana S.A.		Espagne	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole Cheuvreux International Ltd		Royaume-Uni	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole Cheuvreux Nordic AB SB		Suède	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole Cheuvreux S.A.		France	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Lyonnais Securites Asia BV (groupe)		Hong-Kong	intégration globale	100,00	100,00	98,88	98,88
Cheuvreux/CLSA/Global Portfolio Trading Pte Ltd.	E	Singapour	intégration globale	100,00	0,00	100,00	0,00

2 ● Comptes consolidés au 30 juin 2010

Liste des filiales, co-entreprises et entreprises associées	(a)	Implantation	Méthode	% de contrôle		% d'intérêt	
				30/06/2010	31/12/2009	30/06/2010	31/12/2009
Sociétés d'investissement							
Amundi Ibérica SGIIC SA		Espagne	mise en équivalence	45,00	45,00	45,00	45,00
CAAM Distribution AV	F	Espagne	mise en équivalence	0,00	45,00	0,00	45,00
CAAM Espana Holding	F	Espagne	mise en équivalence	0,00	45,00	0,00	45,00
CAFI Kedros		France	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
CAI BP Holding		France	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole CIB Air Finance SA	N	France	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole CIB Capital Market Asia BV	N	Pays-Bas	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Calyon Capital Market International		France	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Cie Française de l'Asie (CFA)		France	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole CIB Holdings Limited	N	Royaume-Uni	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole CIB UK IH	N	Royaume-Uni	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole CIB Global Partners Inc.(groupe)	N	Etats-Unis	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole Securities Asia BV (Tokyo)	N	Japon	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Doumer Finance SAS		France	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Doumer Philemon	F	France	intégration globale	0,00	100,00	0,00	100,00
Fininvest		France	intégration globale	98,27	98,27	98,27	98,27
Fletirec (groupe)		France	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
IPFO		France	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Mescas		France	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
SAFEC		Suisse	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Sociétés de crédit-bail et de location							
Cardinalimmo		France	intégration globale	49,61	49,61	49,61	49,61
Financière Immobilière Crédit Agricole CIB	N	France	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Assurances							
CAIRS Assurance SA		France	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Divers							
Aguadana SL		Espagne	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Aylesbury BV		Royaume-Uni	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Bletchley Investments Ltd		Royaume-Uni	intégration globale	82,22	82,22	100,00	100,00
CA Brasil DTVM		Brésil	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
CA Conseil SA		Luxembourg	intégration globale	99,99	99,99	99,99	99,99
Calixis Finance		France	intégration globale	89,80	89,80	89,80	89,80
Calliope srl		Italie	intégration globale	100,00	90,00	67,00	60,30
Calyce PLC		Royaume-Uni	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole Asia Shipfinance Ltd	N	Hong Kong	intégration globale	99,99	99,99	99,99	99,99
Crédit Agricole CIB Global Banking	N	France	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Chauray Contrôle SAS	ns	France	intégration proportionnelle	0,00	34,00	0,00	34,00
CLIFAP		France	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
CLINFIM		France	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole CIB Finance Guernesey Ltd		Royaume-Uni	intégration globale	99,90	99,90	99,90	99,90

Liste des filiales, co-entreprises et entreprises associées	(a)	Implantation	Méthode	% de contrôle		% d'intérêt	
				30/06/2010	31/12/2009	30/06/2010	31/12/2009
Divers (suite)							
Crédit Agricole CIB Financial Products Guernsey Ltd		Royaume-Uni	intégration globale	99,90	99,90	99,90	99,90
Crédit Agricole CIB Financial Solutions	N	France	intégration globale	99,76	99,72	99,76	99,72
Crédit Agricole CIB LP	N	France	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole CIB Preferred Funding II LLC	N	Etats-Unis	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole CIB Preferred Funding LLC	N	Etats-Unis	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole Private Banking Levante		Espagne	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole Private Banking Norte		Espagne	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
DGAD International SARL		Luxembourg	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
EDELAAR EESV		Pays Bas	intégration globale	90,00	90,00	80,00	80,00
Ester Finance Titrisation		France	intégration globale	100,00	99,99	100,00	99,99
European NPL S.A.		Luxembourg	intégration globale	60,00	60,00	67,00	67,00
Fonds Alcor		Hong Kong	intégration globale	98,76	98,76	98,76	98,76
Himalia PLC		Royaume-Uni	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Immobilière Sirius SA		Luxembourg	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
INCA Sarl		Luxembourg	intégration globale	65,00	65,00	65,00	65,00
Indosuez Finance Ltd		Royaume-Uni	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Indosuez Holding SCA II		Luxembourg	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Indosuez Management Luxembourg II		Luxembourg	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Islands Refinancing Srl		Italie	intégration globale	100,00	100,00	67,00	67,00
Korea 21st Century Trust		Corée du Sud	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
LDF 65 (SPV)		Luxembourg	intégration globale	64,94	65,00	64,94	65,00
LSF Italian Finance Company SRL		Italie	intégration globale	100,00	100,00	67,00	67,00
Lyane BV		Pays-Bas	intégration globale	65,00	65,00	65,00	65,00
MERISMA		France	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Sagrantino BV		Pays-Bas	intégration globale	100,00	100,00	67,00	67,00
Sagrantino Italy srl		Italie	intégration globale	100,00	100,00	67,00	67,00
SNC Doumer		France	intégration globale	99,94	99,94	99,94	99,94
SNC Shaun		France	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00

- (a) Entrées (E) dans le périmètre
Sorties du périmètre car les entités sont non significatives (ns), fusionnées (F)
Changement de nom (N)

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2010

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés intermédiaires résumés de la société Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés intermédiaires résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration, dans un contexte de volatilité des marchés et un environnement économique qui reste dégradé. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés intermédiaires résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés intermédiaires résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés intermédiaires résumés.

Neuilly-sur-Seine, le 26 août 2010

Les Commissaires aux Comptes

PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT
Catherine Pariset Pierre Clavié

ERNST & YOUNG ET AUTRES
Pierre Hurstel

3 Informations complémentaires

Notes des agences de notation

	Notation court terme	Notation long terme	Dernière date de modification
Moody's	Prime-1	Aa3 [perspective négative]	4 février 2009
Standard & Poor's	A-1 +	AA- [perspective négative]	25 juin 2009
Fitch Ratings (*)	F1+	AA- [perspective stable]	23 juillet 2010

(*) Note inchangée.

4 Informations générales

Personne responsable de l'actualisation du document de référence et du contrôle des comptes.....	72
Attestation du responsable	72
Contrôleurs légaux des comptes	73

PERSONNE RESPONSABLE DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE ET DU CONTRÔLE DES COMPTES

Attestation du responsable

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation du document de référence 2009 sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés intermédiaires résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint figurant en page 5 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes, PricewaterhouseCoopers Audit et Ernst & Young et Autres, une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes données dans la présente actualisation ainsi qu'à la lecture d'ensemble de l'actualisation.

Fait à Courbevoie, le 31 août 2010

Le Directeur général de Crédit Agricole CIB
Patrick Valroff

Contrôleurs légaux des comptes

Commissaires aux comptes titulaires

Commissaires aux comptes titulaires

Ernst & Young et Autres
Membre du réseau Ernst & Young
Membre de la Compagnie régionale
des Commissaires aux comptes de Versailles
représenté par : Pierre Hurstel
Siège social :
41 Rue Ibry
92576 Neuilly Sur Seine

PricewaterhouseCoopers Audit
Membre du réseau PricewaterhouseCoopers
Membre de la Compagnie régionale
des Commissaires aux comptes de Versailles
représenté par : Catherine Pariset et Pierre Clavié
Siège social :
63 Rue de Villiers
92200 Neuilly Sur Seine

Commissaires aux comptes suppléants

Picarle et Associés
Membre de la Compagnie régionale
des Commissaires aux comptes de Versailles
Société représentée par :
Denis Picarle
Siège social :
Faubourg de l'Arche – 11 allée de l'Arche
92400 Courbevoie

M. Pierre Coll
Membre de la Compagnie régionale
des Commissaires aux comptes de Versailles

63 Rue de Villiers
92208 Neuilly Sur Seine Cedex

Mandats

Mandats des Commissaires aux comptes titulaires

La société Ernst & Young et Autres (ancienne dénomination sociale jusqu'au 30 juin 2006 : Barbier Frinault et Autres) a été nommée en qualité de Commissaire aux Comptes titulaire, pour six exercices, par l'assemblée générale des actionnaires tenue le 10 mai 2000.

L'assemblée générale du 16 mai 2006 a renouvelé ce mandat pour une durée de six exercices.

La société PricewaterhouseCoopers Audit a été désignée en qualité de Commissaire aux comptes titulaire par l'assemblée générale des actionnaires du 30 avril 2004 (en remplacement du Cabinet Alain Lainé, démissionnaire, qui avait été nommé lors de l'assemblée du 10 mai 2000 pour six exercices).

L'assemblée générale du 16 mai 2006 a renouvelé ce mandat pour une durée de six exercices.

Mandats des Commissaires aux comptes suppléants

L'assemblée générale du 16 mai 2006 a nommé en qualité de Commissaire aux comptes suppléant de la Société Barbier Frinault et Autres (devenue Ernst & Young et Autres), la société Picarle et Associés pour une durée de six exercices (en remplacement de M. Peuch-Lestrade, dont le mandat était venu à expiration à l'issue de l'assemblée générale du 16 mai 2006).

M. Pierre Coll a été désigné en qualité de Commissaire aux comptes suppléant de la Société PricewaterhouseCoopers Audit par l'assemblée générale du 30 avril 2004, pour la durée du mandat de son prédécesseur (M. Olivier Peronnet, démissionnaire, qui avait été nommé lors de l'assemblée du 10 mai 2000). L'assemblée générale du 16 mai 2006 a renouvelé ce mandat pour une durée de six exercices.

Table de concordance

La table de concordance ci-dessous renvoie aux principales rubriques exigées par le Règlement européen N°809/2004 pris en application de la Directive dite « Prospectus ».

Rubriques de l'annexe XI du Règlement européen N°809/2004	N° de page de ce document	N° de page du document de référence
1. Personne responsable	72	252
2. Contrôleurs légaux des comptes	73	253
3. Facteurs de risques	15 à 29	68 à 93 156 à 167 183 à 184
4. Informations concernant l'émetteur		
4.1 Histoire et évolution de la Société		10 à 12 128 à 244
5. Aperçu des activités		
5.1 Principales activités		13 à 16
5.1.3 Principaux marchés		13 à 16
6. Organigramme		129
6.1 Description sommaire du Groupe et place de l'émetteur		2 à 3
6.2 Liens de dépendance entre les entités du Groupe	44	130
7. Informations sur les tendances	30	244
8. Prévisions ou estimations du bénéfice		N/A
9. Organes d'administration, de direction et de surveillance		
9.1 Informations concernant les membres des organes d'administration et de direction		43 à 49
9.2 Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance		50
10. Principaux actionnaires	58	184
11. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur		
11.1 Informations financières historiques ⁽¹⁾		127 à 241
11.2 États financiers		131 à 137 206 à 209
11.3 Vérifications des informations financières historiques annuelles		202 à 203 240 à 241
11.4 Dates des dernières informations financières		127
11.5 Informations financières intermédiaires	31 à 68	N/A
11.6 Procédures judiciaires et d'arbitrage	29	93 ; 244
11.7 Changement significatif de la situation financière ou commerciale		244
12. Contrats importants		244
13. Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts		N/A
14. Documents accessibles au public		245

(1) En application des articles 28 du Règlement (CE) N°809/2004 et 212-11 du Règlement général de l'AMF, sont incorporés par référence les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2009, le rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés au 31 décembre 2009, le rapport de gestion du Groupe, présentés aux pages 51 à 126, 127 à 203 du document de référence 2009 de Crédit Agricole CIB enregistré par l'AMF le 23 mars 2010 sous le numéro D.10-0142 et disponible sur le site internet de Crédit Agricole CIB (www.ca-cib.fr).

Le présent document est disponible sur le site de
Crédit Agricole CIB : www.ca-cib.com
et sur celui de l'Autorité des Marchés Financiers : www.amf-france.org